



Un plan de relance économique féministe pour le Canada:

FAIRE FONCTIONNER L'ÉCONOMIE POUR TOUT LE MONDE



YWCA
CANADA

NATIONAL ADVOCACY.
COMMUNITY ACTION.
UNE VOIX NATIONALE.
DES ACTIONS LOCALES.



RECONNAISSANCE DU TERRITOIRE

Les membres de l'équipe de rédaction de YWCA Canada et de l'Institute for Gender and the Economy de la Rotman School of Management de l'Université de Toronto souhaitent exprimer leur gratitude et leur respect pour le privilège de travailler et de vivre en territoire traditionnel autochtone. Plus précisément, nos bureaux sont situés à Tkaronto. Cette région a été prise en charge depuis des millénaires par la Nation Anishinabek, la Confédération Haudenosaunee, les Hurons-Wendat et les Métis. Nous tenons à remercier les détenteurs actuels du traité, la Première nation des Mississaugas de Credit. Ce territoire fait l'objet de l'alliance « Dish with One Spoon Wampum Belt ».

YWCA Canada et l'Université de Toronto sont des institutions qui ont bénéficié de la politique coloniale. En tant qu'invitées sur ce territoire, nous avons réfléchi à l'impact de la colonisation sur notre travail pendant l'élaboration de ce rapport. La colonisation a exacerbé l'impact de la COVID-19 sur les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones. Les auteures ne peuvent pas parler de reprise économique ou tenter de réimaginer une société inclusive sans noter que la prospérité économique du Canada est ancrée dans l'appropriation et le vol des terres et des ressources autochtones¹. Impossible d'aborder la protection contre la COVID-19 si les réserves n'ont pas accès à l'eau potable. La colonisation continue de perturber les moyens de subsistance des Autochtones et augmente leur vulnérabilité à la COVID-19 en raison de la pauvreté structurelle, des logements surpeuplés, des mauvaises conditions sanitaires et du manque d'accès équitable à des soins de santé culturellement adaptés.

La poétesse Lee Maracle et le CO et sénateur Murray Sinclair ont parlé de la résilience des peuples autochtones qui prospèrent malgré 15 000 ans d'inondations, de colonisation et de génocide². Il importe de souligner les nombreux cas documentés où le gouvernement canadien a délibérément refusé de leur fournir un traitement médical et contribué à la propagation de la grippe et de la tuberculose dans les pensionnats, les externats et les hôpitaux indiens.

En 2020, notre objectif est de soutenir les politiques qui permettent la décolonisation et l'autochtonisation des efforts de rétablissement de la COVID-19.

AU SUJET DE L'INSTITUTE FOR GENDER AND THE ECONOMY (GATE)

Institute for Gender and the Economy (GATE) de l'école de gestion Rotman de l'Université de Toronto encourage la compréhension des inégalités entre les genres et de la manière dont elles peuvent être corrigées par les personnes de tous les genres – dans le monde des affaires et, plus largement, dans l'économie.

GATE s'emploie à changer le discours sur l'égalité des genres en menant des recherches rigoureuses pour étudier les mécanismes cachés qui propagent l'égalité des genres; en finançant, traduisant et diffusant des recherches universitaires innovantes; et en engageant des cadres, des décideurs politiques et des étudiant-es à créer de nouvelles solutions pour atteindre l'égalité, faire progresser les carrières et créer la prospérité économique.

www.gendereconomy.org

AU SUJET DE YWCA CANADA

YWCA Canada est une voix principale pour les femmes, les filles, les personnes bispirituelles et les personnes de divers genres³. Depuis 150 ans, nous sommes à l'avant-garde d'un mouvement qui vise à combattre la violence fondée sur le genre, à construire des logements abordables et à promouvoir l'équité sur le lieu de travail. Nous nous efforçons de faire progresser l'équité entre les genres en répondant aux besoins urgents des communautés par des actions de sensibilisation nationales et des initiatives locales.

Les YWCA locales investissent plus de 258 millions de dollars par an pour soutenir plus de 330 000 personnes à travers le pays. Aujourd'hui, nous engageons de jeunes leaders, des communautés diverses et des entreprises partenaires pour réaliser notre vision d'un Canada sécuritaire et équitable pour tout le monde.

www.ywcacanada.ca

REMERCIEMENTS

Responsables exécutives:

Sarah Kaplan
Directrice, Institute for Gender and the Economy (GATE), Professeure émérite
Genre et économie, Professeure de gestion stratégique, Rotman School of Man-
agement, Université de Toronto

Maya Roy
PDG, YWCA Canada

Auteurs du rapport:

Anjum Sultana
Directrice des politiques, du plaidoyer et des communications
stratégiques, YWCA Canada

Carmina Ravanera
Chercheuse associée, Institute for Gender and the Economy (GATE),
École de gestion Rotman, Université de Toronto

Citation suggérée:

Sultana, A. & Ravanera, C. (2020, 28 juillet). Un plan de relance économique
féministe pour le Canada: Faire fonctionner l'économie pour tout le monde.
The Institute for Gender and the Economy (GATE) et YWCA Canada.
Tiré de: www.feministrecovery.ca

Responsable de la conception:

Jennifer Gammad Lockerby
Coordonnatrice aux politiques et aux communications, YWCA Canada

Traduit par:

Michele Briand et Edouard Beaudry

Edité par:

Jenny Cloutier
Coordonnatrice de projets bilingue

Révision

Nous remercions les réviseuses suivantes (par ordre alphabétique de nom de famille) qui nous ont généreusement fait part de leurs commentaires et de leurs idées tout au long de l'élaboration de ce rapport:

Nesreen Ali	Gestion des relations gouvernementales, YWCA Calgary
Kate Bezanson	Doyenne associée, Faculté des sciences sociales et professeure associée, sociologie, Brock University
Alyson Colón	Directrice associée, Institute for Gender and the Economy, Université de Toronto
Diane Elson	Professeure émérite, University of Essex; présidente, UK Commission on a Gender Equal Economy
Isabelle Gélinas	Directrice des communications at Y des femmes Montréal
Rosalind Gunn	Directrice marketing et communications, YWCA Cambridge
Fauzia Husain	Boursière postdoctorale, Institute for Gender and the Economy, Université de Toronto
Amy Juschka	Directrice plaidoyer et communications, YWCA Metro Vancouver
Dai Kojima	Directrice de recherche, Egale Canada
Kathleen Lahey	Professeure et Queen's National Scholar, Faculté de droit, Queen's University; co-directrice des études féministes juridiques Queen's
Jennifer Gammad Lockerby	Coordonnatrice aux politiques et aux communications, YWCA Canada
Shaya MacDonald	Comité d'action vérité et réconciliation, YWCA Canada
Ausma Malik	Directrice du plaidoyer et de l'organisation, Fondation Atkinson
Dionne Pohler	Professeure associée; directrice associée, programmes de premier cycle et de doctorat; CIBC Chair in Youth Employment, Centre for Human Resources and Industrial Relations, Université de Toronto
Diana Sarosi	Directrice, politiques et campagnes, Oxfam Canada
Katherine Scott	Économiste principale, Centre canadien de politiques alternatives
Imogen Tam	Coordonnatrice de la recherche, Egale Canada
Pamela Uppal	Conseillère en politiques, Ontario Nonprofit Network
Armine Yalnizyan	Économiste et Atkinson Fellow on the Future of Workers

TABLE DES MATIÈRES



VI-VII	Préface
pg. 1-2	Introduction
Pg. 2-3	1. Intersectionnalité: Comprendre le pouvoir
Pg. 4-5	2. S'attaquer aux causes profondes du racisme systémique
Pg. 6-7	3. Le travail de soins est un travail essentiel
Pg. 8-9	4. Investir dans de bons emplois
Pg. 10-11	5. Lutter contre la pandémie fantôme
Pg. 12-13	6. Soutenir les petites entreprises
Pg. 14-15	7. Renforcer les infrastructures pour la relance
Pg. 16-17	8. Diversité des voix dans les décisions
Pg. 18-22	Conclusion
Pg. 23-25	Annexe 1 – Sommaire des recommandations politiques
Pg. 26-27	Annexe 2 – Lectures suggérées

Préface

La pandémie de COVID-19 a eu d'énormes répercussions au Canada et dans le monde entier. À l'échelle mondiale, des centaines de milliers de personnes ont tragiquement perdu la vie à cause de la maladie depuis le début de l'année⁴. La pandémie a également eu d'énormes conséquences économiques et assurer l'avenir de l'économie canadienne est désormais une priorité pour les résidents canadiens, qu'elles ou ils aient perdu leur emploi, fermé leur entreprise ou travaillent en première ligne dans les services essentiels.

2020 marque le 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, l'ensemble le plus complet de recommandations adoptées au niveau mondial pour faire progresser l'égalité entre les genres⁵. Ce qui aurait pu être le moment de réfléchir au chemin parcouru en tant que communauté internationale pourrait malheureusement devenir l'année où s'effritent les progrès réalisés pour faire avancer l'égalité des genres au cours des dernières décennies. Si l'on ne prête pas attention aux inégalités dans la reprise post-pandémique, un déclin potentiel de nos réalisations constitue une menace réelle, étant donné les impacts économiques, sanitaires et sociaux de la pandémie de COVID-19 sur tous les aspects de la société.

Un changement de paradigme est en cours. Un plus grand nombre de personnes à travers le Canada constatent maintenant l'importance de la féminisation et de la racisation du travail pour notre santé et notre bien-être. Les femmes, en particulier les femmes de couleur et les immigrantes récentes, sont à l'avant-garde de la réponse à une crise sanitaire majeure et de la prévention de nouvelles répercussions économiques et sociales. Cependant, beaucoup de choses ne fonctionnaient pas avant la COVID-19. Il a fallu une pandémie pour que le pays ouvre les yeux sur les systèmes qui étaient déjà défectueux. Nous ne pouvons pas ignorer le contexte historique responsable des préjudices qui se manifestent dans la crise actuelle.

Au cours des dernières décennies, le Canada a fait de grands progrès vers une main-d'oeuvre plus inclusive en termes de genre – les femmes cis, les femmes trans, les personnes non binaires, bispirituelles et de divers genres ayant acquis un meilleur accès à l'emploi et à l'avancement. Cependant, des obstacles systémiques subsistent et la première phase du ralentissement économique a montré que les inégalités entre les genres ont une influence sur les personnes qui subissent le plus durement les effets de la pandémie.

La vie nous offre une occasion de réimaginer notre avenir – un avenir qui bouleverse notre réflexion sur l'importance de chaque personne dans notre économie. La pandémie a révélé qui est essentiel et dans quelle mesure l'économie solidaire, rémunérée ou non, sous-tend l'ensemble de notre système économique⁶. Après tout, notre système de santé publique canadien s'est matérialisé à partir de la Grande Dépression et des guerres mondiales⁷. Les défenseurs des droits de la personne et de la justice sociale ont reconnu, tout comme le grand public, que la mise en place d'un filet de sécurité solide nous protège toutes et tous.

À mesure que le Canada se reconstruit, nous pouvons réaligner l'économie sur l'équité pour toute la population canadienne. Les propositions contenues dans notre rapport intitulé *Un plan de relance économique féministe pour le Canada: Faire fonctionner l'économie pour tout le monde* – offrent une perspective intersectionnelle sur la manière dont nous pouvons nous remettre de cette crise et surmonter les périodes difficiles dans l'avenir, tout en veillant à ce que les besoins de tout le monde soient pris en compte dans l'élaboration des politiques.

YWCA Canada et l'Institute for Gender and the Economy (GATE) de l'Université de Toronto proposent cette évaluation conjointe afin de mettre en évidence certains principes importants que tous les paliers d'un gouvernement devraient inclure dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques visant à stimuler la reprise post-pandémique.

Cette perspective est fondée sur nos 150 années de travail en tant que fournisseur de programmes et de services tenant compte du genre et en tant qu'institut de recherche de premier plan développant des connaissances scientifiques à l'intersection du genre et de l'économie, respectivement.

Ce plan a été façonné et renforcé par de nombreuses générations de réflexion, de recherche, de leadership et d'organisation féministes, ainsi que par les organismes et les mouvements sociaux contemporains. Nous sommes solidaires et redevables au travail de transformation de nos pairs et de nos supporters.

Nous avons puisé dans des perspectives pancanadiennes pour éclairer notre travail, en particulier les récents travaux des associations membres de la YWCA à travers le pays et de nombreuses autres organisations qui ont proposé leurs propres visions d'une reprise économique féministe adaptée à leur contexte local.

Pour créer une économie qui fonctionne véritablement pour tout le monde, il sera essentiel de mener des actions qui visent à freiner, contrecarrer et démanteler le sexisme, le racisme anti-noir, le racisme colonial anti-autochtone, l'antisémitisme, le sectarisme, la biphobie, le colonialisme, la queerphobie, l'homophobie, l'islamophobie, la misogynie, le patriarcat, la transphobie, la xénophobie, la haine et la discrimination sous toutes ses formes.

En tant qu'organisations qui s'efforcent d'être antiracistes, anti-oppressives, féministes et progressistes, nous ne pouvons ignorer et devons explicitement nommer que les fondations de ce pays et l'économie qui en résulte ont toutes deux été construites sur le dos des communautés autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits), noires et racisées; des travailleuses et travailleurs nouveaux arrivants, immigrants, réfugiés et sans statut; des communautés LGBTQ+; des personnes en situation de handicap; des femmes, des personnes bispirituelles et des personnes de divers genres, de même que de nombreuses autres communautés qui subissent la marginalisation et la discrimination.

Les huit piliers proposés ne doivent pas être considérés comme une liste exhaustive, mais plutôt comme un tremplin pour l'action. Plusieurs autres organisations proposent leurs propres plans et politiques afin de mieux reconstruire. Nous reconnaissons que nous ne pouvons pas couvrir tous les domaines possibles de la planification du rétablissement dans ce plan. C'est pourquoi nous n'avons pas mis l'accent sur certaines préoccupations importantes en matière de rétablissement, comme l'environnement et la politique internationale par exemple. Nous reconnaissons le travail essentiel effectué sur ces sujets par d'autres organisations, en particulier des organisations autochtones, et nous avons dressé une liste de lectures suggérées à l'annexe 2⁹. Nos contributions doivent être considérées comme complémentaires, additionnelles et renforçant les nombreux efforts en cours au Canada et dans le monde.

Nous considérons toutefois que ces huit mesures ne sont pas négociables si le Canada espère générer une prospérité future. Il faut résolument mettre l'accent sur la création d'une économie plus inclusive, non seulement pour aider à la reprise post-pandémique, mais aussi pour assurer le bien-être des populations pendant les décennies à venir. Les sociétés seront de plus en plus confrontées aux répercussions en cascade d'un phénomène qui transformera les grandes économies du monde: le vieillissement de la population. En termes simples, nous devons mieux reconstruire en nous attaquant aux inégalités systémiques. L'inclusion doit s'étendre à la fois aux intrants et aux résultats. L'inclusion doit être le critère de mesure lorsqu'il s'agit de demander des contributions ou de distribuer des avantages pour atteindre des objectifs de société⁹.

Sarah Kaplan
Directrice, Institute for Gender and the Economy (GATE)
École de gestion Rotman, Université de Toronto

Maya Roy
Présidente-Directrice Générale
YWCA Canada

Introduction

Les impacts sexospécifiques de la COVID-19

Alors que la pandémie de la COVID-19 progresse, le bilan dévastateur en termes de vies et de bien-être économique est déjà bien visible. Au Canada, la crise de la COVID-19 a eu des répercussions économiques, sanitaires et sociales disproportionnées sur les femmes cis et trans, les personnes bispirituelles et de divers genres, en particulier celles à faible revenu ou en situation de handicap, les communautés LGBTQ+, les communautés autochtones, noires ou racisées, les nouvelles arrivantes, les réfugiées, les immigrantes et les migrantes.

Au palier national, en juillet 2020, environ 56% des cas¹⁰ et 54% des décès¹¹ dus à la COVID-19 touchent des femmes. Cela s'explique en partie par le fait que les femmes sont en première ligne de la pandémie. Au Canada, 81% du personnel de santé et d'assistance sociale est composé de femmes¹². 56% des travailleuses sont concentrées dans des professions connues sous le nom de 5C: soins (caring), caissières (cashiering), restauration (catering), nettoyage (cleaning) et travail de bureau (clerical functions), dont beaucoup sont considérées comme des occupations essentielles¹³. En revanche, seuls 17% de ces emplois sont occupés des hommes¹⁴. La plupart de ces emplois ne peuvent être exercés à distance, tandis que les travailleurs à revenus plus élevés dans des secteurs tels que la finance ou les services professionnels peuvent travailler à domicile en toute sécurité¹⁵.

Les emplois qui permettent à notre société de fonctionner sont généralement occupés par des femmes, mais celles-ci sont rarement prioritaires dans les discussions sur la santé et la sécurité ou le bien-être économique. Étant donné le manque actuel de données ventilées, nous ne connaissons pas la composition raciale du marché du travail dans toute sa complexité. Cependant, nous constatons clairement une surreprésentation des femmes noires, autochtones et racisées, y compris les immigrantes récentes, dans les professions essentielles. Une enquête menée en 2010 auprès du personnel de soutien à la personne en Ontario a révélé que le personnel racisé représentait 42% de la main-d'oeuvre aux services de soutien à la personne, soit le double du taux des communautés racisées en Ontario, qui s'élève à 23%¹⁶.

En même temps que leur travail en première ligne, la récession imminente alimentée par la pandémie, touche surtout les femmes. À tel point, que l'économiste Armine Yalnizyan l'a qualifiée de «she-cession», la première de l'histoire¹⁷. Les secteurs des services tels que l'hôtellerie et le commerce de détail ont été fortement touchés par la pandémie, et ce sont surtout des femmes qui occupent ces emplois. En mars 2020, 63% des pertes d'emploi ont été subies par les femmes, et en mai 2020, alors que l'économie commençait à s'ouvrir, les emplois sont revenus plus rapidement pour les hommes (2,4% d'augmentation) que pour les femmes (1,1% d'augmentation)^{18,19}. En raison du manque de données à ce sujet, nous ne pouvons pas déterminer les expériences distinctes des femmes trans et des femmes cis dans cette statistique.

La pandémie a également attiré notre attention sur la dévaluation historique de la prestation de soins. Les personnes soignantes non rémunérées, généralement des femmes, supportent une charge accrue en raison de la fermeture des écoles ainsi que des services de soins et de loisirs. Avant la pandémie, les femmes assumaient déjà une plus grande part des tâches ménagères et des soins aux enfants et aux personnes âgées que les hommes²⁰. Cette tendance s'est poursuivie au cours de la pandémie, les femmes assumant souvent la triple tâche de l'éducation à domicile, des soins et du travail rémunéré²¹. L'économie risque de connaître une reprise inutilement lente si les femmes qui ont perdu leur emploi ou qui ont été contraintes de le quitter en raison de leurs obligations de soins ne peuvent pas reprendre un travail rémunéré en raison du manque d'accès à des soins sécuritaires, abordables et de qualité.

On a également constaté une augmentation de la violence fondée sur le genre, qualifiée par les Nations unies de «pandémie fantôme», qui a été exacerbée par la COVID-19²². Bien que le gouvernement fédéral ait affecté 50 millions de dollars au financement de maisons d'hébergement et de centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles, il n'a pas encore réussi à endiguer la vague de violence²³. La ministre canadienne des Femmes et de l'Égalité des genres, Maryam Monsef, a fait état d'une augmentation de 20 à 30% du taux de violence conjugale au pays²⁴. Les forces de police et les prestataires de services indiquent également une augmentation des signalements de violence conjugale, parfois jusqu'à 62 %^{25,26}.

Dans ce document, nous nous efforcerons de fournir des données croisées afin d'approfondir les informations sexospécifiques auxquelles nous avons accès. Dans la mesure du possible, nous allons tenter de relever les lacunes dans les données²⁷. Il est essentiel d'adopter une perspective intersectionnelle sur la classe, la race, le statut d'immigration et de nombreuses autres identités sociales qui jouent un rôle important dans les impacts sexospécifiques de la COVID-19. Par exemple, un point commun entre les femmes qui travaillent en première ligne et celles qui ont perdu leur emploi dans le secteur des services est que les deux groupes travaillent dans des domaines où les salaires sont relativement faibles²⁸. En outre, ce sont les femmes racisées qui sont surreprésentées dans ces rôles^{29,30}. Les communautés autochtones et noires, en particulier, ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie en raison des effets du racisme systémique, tels que l'inégalité en matière d'emploi, les taux élevés de pauvreté et le manque d'accès aux besoins fondamentaux comme le logement et l'eau potable^{31,32}.

Le besoin d'un Plan de relance économique féministe

Les ralentissements économiques précédents ont principalement touché les secteurs industriels de production de biens à prédominance masculine, ce qui a entraîné des « he-cessions » où les hommes étaient plus susceptibles d'être licenciés. Pendant ces périodes, les femmes ont eu tendance à servir de « stabilisateurs » en prenant un emploi dans l'économie des soins, plus résiliente, lorsque leurs partenaires perdirent leur emploi³³. La pandémie de COVID-19 a déclenché un nouveau type de récession, qui touche davantage les femmes que les hommes. Pour faire face aux conséquences économiques, nous avons besoin d'un plan de relance non traditionnel qui priorise et investisse dans des aspects nouveaux et sous-utilisés de l'économie, et qui modifie la façon dont nous mesurons le rendement des dépenses publiques. Bien qu'il puisse être tentant d'adopter des mesures d'austérité étant donné les déficits déjà accumulés, le moment est venu pour les gouvernements d'engager des dépenses qui permettront de soutenir les populations qui ont été les plus touchées par la pandémie. Cela permettra à long terme de stimuler l'économie et d'améliorer la société.

Les organisations de la société civile telles que les organisations caritatives et à but non lucratif ont dû et doivent faire plus avec moins. Le soutien du gouvernement est d'autant plus important que ces organisations font face à une demande accrue de leurs services et programmes, avec des ressources limitées³⁴. Ce secteur emploie aussi principalement des femmes, plus de 70% des effectifs s'identifiant comme telles³⁵. La COVID-19 a réduit les revenus de ces organisations en raison de l'annulation des collectes de fonds, tout en augmentant leurs coûts de fonctionnement en raison du besoin et des exigences accrues en matière d'équipement de protection individuelle.

En abordant les impacts sexospécifiques de la COVID-19, nous pourrions mieux reconstruire l'économie canadienne. De nombreuses personnes souhaitent ardemment un « retour à la normale », mais la pandémie a clairement montré que l'ancienne « normale » ne fonctionnait pas pour tout le monde. Il existe des barrières et des structures systémiques qui ont rendu certains groupes plus vulnérables que d'autres à la pandémie, à cause de facteurs structurels tels que le racisme systémique, l'inégalité des revenus et la répartition inéquitable du pouvoir, de la richesse et des ressources. Nous devons modifier ce que nous jugeons « normal » et tracer une nouvelle voie qui donne la priorité aux communautés confrontées à la discrimination et à l'inégalité, comme les femmes cis et trans, les personnes bispirituelles et les personnes de divers genres.

Une récente note de synthèse des Nations unies examinant les effets de la COVID-19 sur les femmes a proposé des principes pour faire progresser l'égalité des genres en ces temps difficiles, tels que (a) assurer la participation égale des femmes à la planification et à la prise de décision de toutes les interventions concernant la COVID-19; (b) instaurer un changement transformateur pour l'égalité en faisant évoluer l'économie des soins, rémunérés ou non; et (c) cibler les femmes et les filles pour remédier à l'impact socio-économique de la COVID-19³⁶.

Dans le contexte canadien, nous nous sommes appuyées sur ces principes pour élaborer huit piliers d'un plan de relance économique féministe. Ces huit piliers constituent un point de départ pour l'action et l'engagement. Dans la suite de cette section, nous discutons de chacun de ces piliers et nous proposons des recommandations politiques spécifiques, qui sont résumées à l'Annexe 1.

Ce document vise à mettre en évidence les domaines importants pour les décideurs politiques à tous les paliers de gouvernement lors de l'élaboration de mesures de rétablissement de la COVID-19. Ces recommandations peuvent s'appliquer à divers organismes gouvernementaux et nécessiter une collaboration intergouvernementale. Nous espérons qu'elles serviront d'inspiration pour instaurer un réel changement dans l'économie canadienne.

1. Intersectionnalité: Comprendre le pouvoir

Les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux ont rapidement mis en oeuvre des mesures politiques pour faire face aux conséquences économiques, sanitaires et sociales de la pandémie de la COVID-19. Toutefois, ces mesures ont fait l'objet d'une analyse sexospécifique très limitée et d'une analyse intersectionnelle minime, voire inexistante, que ce soit dans la conception des politiques ou dans la compréhension de leurs impacts.

Au Canada, l'analyse comparative entre les sexes est obligatoire pour toutes les mesures budgétaires fédérales. Le cadre analytique est appelé ACS+: analyse comparative entre les sexes, le « + » représentant les différentes identités croisées qui doivent être prises en compte. Malgré des mesures prometteuses prises avant la pandémie – comme la nomination d'un cabinet équilibré entre les genres et l'adoption de la Loi canadienne sur la budgétisation sensible au sexe – l'absence d'analyse sexospécifique et intersectionnelle dans l'élaboration des politiques de relance post-pandémique est jusqu'à présent très préoccupante.

L'intersectionnalité, développée en 1989 par la féministe noire et professeure Kimberlé Crenshaw, est un cadre analytique qui décrit comment les aspects de l'identité d'une personne, tels que la race, le sexe, la classe et d'autres facteurs, se croisent pour aggraver la marginalisation et l'oppression ou renforcer les privilèges³⁷. Il est nécessaire de concevoir toutes nos mesures de rétablissement post-pandémique en utilisant cette optique et de comprendre comment les politiques fonctionnent pour les personnes de différents milieux sociaux, notamment la race, l'âge, l'identité de genre, l'expression du genre, le handicap, le statut socio-économique, l'orientation sexuelle et le statut d'immigration.

L'une des mesures les plus importantes que le gouvernement peut prendre maintenant est de rendre obligatoire la collecte de données désagrégées sur les impacts de la pandémie selon ces multiples dimensions des identités sociales³⁸. Ces données permettraient aux décisionnaires d'évaluer si les politiques de relance économique post-pandémique ont les effets escomptés ou si elles creusent les inégalités. Elles pourraient également leur permettre de modifier les programmes et les politiques afin de mieux réduire les inégalités. Par exemple, comme le Canada n'a pas suivi les statistiques de la COVID-19 en fonction de la race, il est impossible de déterminer avec précision ses répercussions sur les communautés autochtones, noires ou autrement marginalisées. Comme le fait remarquer la chercheuse Akua Benjamin dans son texte de 2002, « le silence insidieux, ou l'évitement, l'absence et la négation des groupes racisés sont devenus des pratiques normatives [du racisme] au sein des institutions³⁹ ». Les défenseuses des politiques et les chercheuses demandent la cueillette de données désagrégées depuis de nombreuses décennies, et cette pandémie fournit une fenêtre politique pour enfin réaliser cet appel à l'action⁴⁰.

Dans les données publiées jusqu'à présent sur la COVID-19, les vulnérabilités et les contextes uniques des communautés autochtones n'ont pas été pleinement reconnus. La chercheuse Courtney Skye a expliqué que « [Les] réalités vécues par les Premières Nations ne sont pas prises en compte et représentées de manière équitable. Il est clair que les Premières Nations ont moins accès aux soins de santé, aux rapports et à la transparence. C'est frustrant parce que vous voulez que les gens soient traités équitablement et considérés de la même façon⁴¹ ».

Une meilleure collecte et une meilleure analyse des données seront essentielles, non seulement pour récupérer de la COVID-19, mais aussi pour s'adapter à plus long terme aux tendances économiques telles que l'automatisation, à laquelle sont plus vulnérables les femmes noires, autochtones et racisées, les personnes bispirituelles et les personnes de divers genres. Par exemple, 33,8% des effectifs autochtones au Canada travaillent dans des secteurs qui présentent un risque plus élevé d'automatisation⁴².

Veillez noter que la collecte de données sur la race est difficile en raison des antécédents d'exploitation et de leur utilisation pour faire avancer des politiques discriminatoires dans de nombreux pays. À juste titre, plusieurs communautés confrontées à la marginalisation sont méfiantes en raison des préjudices historiques qui leur ont été causés par la surveillance. Il est donc crucial que la collecte de données soit effectuée de manière éthique et sensible. Il est particulièrement important de mettre en oeuvre des directives concernant les personnes qui ont accès aux données et qui en sont propriétaires. Les principes de PCAP (propriété, contrôle, accès et production) des Premières Nations fournissent des normes sur la manière dont la collecte de données et la recherche peuvent être effectuées de manière éthique⁴³.

“L’intersectionnalité, développée en 1989 par la féministe noire et professeure Kimberlé Crenshaw, est un cadre analytique qui décrit comment les aspects de l’identité d’une personne, tels que la race, le sexe, la classe et d’autres facteurs, se croisent pour aggraver la marginalisation et l’oppression ou renforcer les privilèges.”³⁷



Recommandations politiques

- 1.1 Rassembler des données désagrégées et intersectionnelles au palier fédéral, provincial et municipal sur les impacts de la pandémie de la COVID-19.
- 1.2 Assurer une véritable analyse intersectionnelle des sexes (ACS+) sur toutes les politiques à venir en matière de pandémie, non seulement pour comprendre les impacts différentiels, mais aussi pour concevoir les politiques.
- 1.3 Élaborer un tableau de bord COVID-19 sur les effets de la pandémie en matière d'égalité des genres et faire rapport chaque année sur la façon dont le gouvernement du Canada fait progresser l'équité entre les genres.

2. S'attaquer aux causes profondes du racisme systémique

Les événements actuels montrent très clairement comment les processus historiques et en cours, ainsi que les impacts générationnels de la colonisation et de la traite transatlantique des esclaves, continuent à produire des inégalités économiques, politiques et sociales au Canada. De nombreuses communautés racisées ont été touchées par la pandémie de COVID-19, mais il importe de se concentrer sur les besoins des communautés autochtones et noires qui subissent des effets disproportionnés en raison du racisme systémique historique et actuel. Pour avoir une économie inclusive et saine, toutes les formes de racisme anti-autochtone et anti-noir doivent être éliminées de tous les aspects de la société, du système de justice pénale à l'éducation, en passant par les soins de santé. Pour y arriver, il faut que les voix et les recommandations élaborées et pilotées par les communautés autochtones et noires soient au cœur du processus.

Le racisme a longtemps affecté les opportunités économiques des communautés autochtones et noires. Il en a résulté des taux d'emploi plus faibles, des économies moins importantes et des revenus moins élevés^{44,45}. Par exemple, des recherches ont estimé que la concentration professionnelle dans certains secteurs et la discrimination salariale ont entraîné des pertes de 1,5 milliard de dollars canadiens pour les effectifs noirs dans la population active canadienne en 2006⁴⁶. Une étude de Statistique Canada a révélé qu'en 2014, 13% des jeunes Noirs, contre 6% des autres jeunes, ont été victimes de discrimination au cours d'un processus de recherche d'emploi ou sur le lieu de travail⁴⁷.

Les femmes autochtones et noires et les personnes de divers genres sont confrontées à une marginalisation croisée en raison de l'inégalité des genres: par exemple, les femmes autochtones travaillant à plein temps toute l'année gagnent en moyenne 35% de moins que les hommes autochtones⁴⁸. Sans cette reconnaissance explicite, une discussion sur l'économie serait incomplète et inexacte. Il faut prendre des mesures concrètes pour remédier aux cas historiques et actuels d'inégalités ainsi que de discrimination. Comme le notent Cindy Blackstock et Isadore Day, seuls 305 millions de dollars, soit moins de 1% du financement du gouvernement fédéral consacré à la COVID-19, sont allés aux communautés autochtones⁴⁹. Ce montant est insuffisant pour répondre à l'ampleur des préoccupations mises en évidence. Des changements systémiques sont nécessaires et les recommandations politiques ci-dessous décrivent les mesures pertinentes qui peuvent être prises. Leur mise en œuvre doit être soutenue par un financement ciblant des organisations dirigées par des femmes autochtones afin de soutenir des programmes et un développement économique sensibles au genre.

Nombreux sont ceux qui qualifient aujourd'hui le racisme systémique à l'encontre des communautés autochtones et noires de crise de santé publique qui a jeté les bases de l'impact dévastateur de la COVID-19⁵⁰. La pandémie a eu des effets disproportionnés sur ces communautés en raison de leur surreprésentation dans les professions essentielles du secteur des soins, d'un manque de services de santé culturellement adaptés et de systèmes de soins de santé racistes qui dévalorisent et dépriorisent leurs besoins⁵¹. Le racisme limite l'accès des communautés autochtones et noires à des protections telles qu'un logement adéquat et sécuritaire, des conditions de travail équitables et des congés de maladie payés, qui sont tous des déterminants sociaux de la santé. En raison de ces facteurs systémiques, les communautés autochtones peuvent être plus vulnérables aux maladies dues à des problèmes de santé sous-jacents, tels que la probabilité accrue de diabète⁵². De nombreuses communautés autochtones n'ont pas non plus accès à l'eau potable et vivent dans des conditions de surpeuplement⁵³.

Bien que les données raciales sur la pandémie n'aient pas encore été publiées au Canada, une analyse récente suggère qu'à Toronto, il existe un lien entre les taux de la COVID-19 et les quartiers à forte population noire, ce qui indique que le racisme systémique vécu par les communautés noires est corrélé à de moins bons résultats de santé liés à maladie⁵⁴. Des études ont également montré que le Canada sous-estime le nombre d'Autochtones atteints de la COVID-19, en raison du manque de données fiables et de la mosaïque de services publics destinés aux communautés autochtones⁵⁵. Les communautés autochtones et noires ont demandé aux décideurs de répondre à ces préoccupations dans le but de garantir leur santé et leur bien-être et de s'attaquer aux disparités en matière d'emploi⁵⁶. Cela est d'une importance capitale pour la relance post-pandémique.

Comme le souligne l'avocate mi'kmaq Pamela Palmater, « [l]a réponse du Canada à la pandémie doit appliquer une perspective de genre dans l'élaboration de mesures d'urgence pour les peuples autochtones en partenariat avec leurs gouvernements, et elle doit également comprendre un plan pour répondre aux vulnérabilités spécifiques des femmes et des filles autochtones, développé en partenariat avec des femmes autochtones⁵⁷ ».

De nombreuses recommandations soigneusement étudiées ont été élaborées par les communautés noires et autochtones pour remédier à ces inégalités systémiques. Nous réitérons l'appel à leur mise en oeuvre, car leur nécessité est encore plus grande en plein coeur de la pandémie. Nous nous inspirons des recommandations de la Commission de vérité et réconciliation, des appels à la justice dans l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, du Caucus des parlementaires noirs⁵⁸, de la Black Health Alliance et du plan d'action de la ville de Toronto pour lutter contre le racisme anti-noir. Nous demandons instamment que soient traitées en priorité les recommandations relatives aux données désagrégées, au travail décent, à la sécurité économique, à l'accès aux services de santé, à la lutte contre la brutalité policière et au leadership représentatif. Nous soulignons également l'importance du travail sur l'environnement mené par les Autochtones et la manière dont les préoccupations environnementales se recoupent avec l'emploi, la santé et de nombreux autres types d'inégalités⁵⁹.

Les Nations unies marquent actuellement la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, qui s'étend de 2015 à 2024. La reconnaissance par le Canada de cette étape importante n'a pas été suivie d'investissements substantiels dans le changement⁶⁰. Dans son budget 2018, le gouvernement fédéral s'est engagé à consacrer 19 millions de dollars sur 5 ans aux services de programmation en matière de santé mentale des Noirs. Les communautés noires réclament des actions plus concrètes et des investissements plus solides, par exemple en apportant des changements marqués dans le système de soins de santé et dans l'économie dans son ensemble pour mieux répondre à leurs besoins.



“Comme le souligne l’avocate mi’kmaq Pamela Palmater, « La réponse du Canada à la pandémie doit appliquer une perspective de genre dans l’élaboration de mesures d’urgence pour les peuples autochtones en partenariat avec leurs gouvernements, et elle doit également comprendre un plan pour répondre aux vulnérabilités spécifiques des femmes et des filles autochtones, développé en partenariat avec des femmes autochtones.”

Recommandations politiques

2.1 Mettre en oeuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation⁶¹ et les appels à la justice du rapport de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. En particulier⁶²: (a) veiller à ce que les peuples autochtones, et en particulier les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQIA, aient un accès équitable aux emplois, à la formation et aux possibilités d'éducation, et à ce qu'elles et ils tirent des avantages durables à long terme des projets de développement économique. Les programmes d'emploi doivent être disponibles dans toutes les communautés autochtones, et (b) fournir un financement adéquat, stable, équitable et continu pour des services communautaires de santé et de bien-être centrés sur les Autochtones qui soient accessibles et culturellement appropriés, et qui répondent aux besoins de santé et de bien-être des communautés autochtones, en particulier des femmes, des filles et des personnes 2SLGBTQIA.

2.2 Mettre en oeuvre les recommandations visant à remédier au racisme anti-noir, telles que celles issues (a) du plan d'action de la ville de Toronto pour lutter contre le racisme anti-noir⁶³, (b) du rapport 2020 de la Black Health Alliance intitulé Black Experiences in Health Care⁶⁴, et (c) du Caucus des parlementaires noirs⁶⁵.

3. Le travail de soins est un travail essentiel



Il est vital de soutenir l'infrastructure sociale de l'économie des soins pour une reprise économique équitable. La pandémie de COVID-19 a révélé l'importance de cette économie pour la société, mais les gouvernements n'ont pas accordé une priorité suffisante aux services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées. Le renforcement des investissements publics dans les soins facilitera le retour des femmes au travail rémunéré qu'elles ont peut-être dû quitter pendant la pandémie en raison de la lourde charge de soins que les hommes ont été moins susceptibles d'assumer; il ajoutera des millions d'emplois, en particulier pour les femmes; il soutiendra le développement des enfants et sera très fructueux pour l'économie. Sans soutien aux services de soins, une reprise économique anémique est inévitable.

Le travail de soins, rémunéré ou non, est extraordinairement sexospécifique. Avant la pandémie, les femmes au Canada effectuaient déjà 1,5 heure de plus de travail domestique non rémunéré par jour, en moyenne, que les hommes. Dans les communautés rurales et les pays à faible revenu, les femmes consacrent environ cinq fois plus d'heures à ce type de travail que les hommes. Au palier mondial, le travail de soins non rémunéré des femmes représente environ 10,8 milliards de dollars US⁶⁶.

Depuis la fermeture des écoles, des garderies et des programmes de loisirs, les femmes continuent d'assumer la majorité des tâches de soins et des responsabilités domestiques. Une étude récente montre que, bien que 4 Canadiens sur 10 aient signalé une augmentation des heures consacrées aux travaux domestiques pendant la pandémie, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de déclarer passer la plus grande partie de leur temps à préparer les repas et à faire le ménage. Les hommes ont déclaré consacrer leur temps au travail rémunéré, aux loisirs et à la gestion du ménage. 71% des femmes ont également indiqué avoir été confrontées à des difficultés telles que l'anxiété, le stress ou la dépression en raison de l'augmentation des tâches ménagères et de soins, contre 65% des hommes. Il est à noter que les personnes autochtones et noires étaient plus susceptibles que les personnes blanches d'avoir rencontré des difficultés en raison de ces tâches accrues de soins, notamment la nécessité d'abandonner la recherche d'un emploi rémunéré⁶⁷.

Étant donné que les effectifs de première ligne et les travailleurs essentiels sont généralement des femmes, beaucoup d'entre elles sont confrontées au triple fardeau du travail de soins supplémentaires à la maison, de l'enseignement à domicile et d'un travail rémunéré risqué⁶⁸. Ce triple fardeau oblige certaines de ces femmes à quitter leur travail rémunéré pour s'occuper de leurs responsabilités familiales. En outre, les femmes qui sont aujourd'hui au chômage en raison de la suppression d'emplois dans leur secteur ne pourront peut-être pas retrouver un emploi rémunéré dans un avenir proche, en raison de leurs tâches de soins. Si l'économie des soins n'est pas mieux soutenue, une génération de femmes pourrait quitter complètement la population active, ce qui réduirait les dépenses des ménages et aggraverait d'autant la récession⁶⁹.

Le sous-financement de l'économie des soins signifie également que les travailleuses rémunérées, telles que les travailleuses domestiques et de soutien personnel, sont sous-évaluées et se trouvent dans des circonstances précaires, alors qu'elles sont essentielles à la survie et au bien-être de la population. Par exemple, en mai 2020, plus de 80% des décès dus à la COVID-19 au Canada s'étaient produits dans des maisons de soins pour personnes âgées, en partie à cause d'un manque de financement et de soutien appropriés⁷⁰. Dans ce secteur, les travailleuses sont sous-payées et doivent souvent travailler dans plusieurs maisons ou endroits différents afin de gagner un salaire décent, ce qui les expose, ainsi que les personnes dont elles s'occupent, à un risque de maladie plus élevé^{71,72}.

Nous avons vu cette confluence de vulnérabilités et de facteurs de risque autour des conditions de travail des soignants au Québec, où 60% des effectifs en centres de soins de longue durée, en majorité des femmes, ne travaillent qu'à temps partiel⁷³. À Montréal, une des municipalités les plus touchées par la COVID-19, 20% des infections touchent le personnel de la santé⁷⁴ qui habite souvent dans des communautés à faible revenu et plus racisées, dans des quartiers qui ont également été touchés de façon disproportionnée par la COVID-19^{75,76}.

“Au palier mondial, le travail de soins non rémunéré des femmes représente environ 10,8 milliards de dollars US.”

Nous constatons également que les risques sont corrélés au fait que les centres de soins de longue durée soient ou non à but lucratif. Les données montrent que les personnes résidant dans des centres de soins de longue durée à but lucratif ont 60% plus de chances de contracter la COVID-19 et 45% plus de chances de mourir de la maladie que celles vivant dans un centre de soins de longue durée à but non lucratif⁷⁷. La dévaluation du travail de soins contribue également à la maltraitance systémique des personnes âgées, comme l'a révélé un récent rapport de l'armée canadienne⁷⁸.

Il est important de noter que le travail de soins rémunéré tend à être effectué par des femmes noires, racisées et immigrées⁷⁹. La pandémie a révélé la contribution essentielle des effectifs migrants pour l'économie des soins et l'économie en général, mais ces travailleuses et travailleurs migrants ont été largement exclus de la réponse à la pandémie et sont extrêmement vulnérables pendant cette crise, sans accès aux soins de santé ou aux prestations d'urgence⁸⁰. Au Québec, une grande partie des membres du personnel essentiel dans le secteur des soins sont, de façon disproportionnée, des demandeuses d'asile noires ou racisées qui s'efforcent maintenant de stopper la propagation de la COVID-19⁸¹.

L'augmentation des investissements dans l'économie des soins a le potentiel d'apporter d'énormes avantages économiques et sociaux. Au Royaume-Uni, des recherches ont montré que le fait de consacrer 1,9% du PIB aux soins permettrait de créer 2 millions d'emplois durables, d'augmenter le taux d'emploi de 5% et de réduire l'écart entre les genres en matière d'emploi de 4%. Cela peut également réduire le nombre de familles vivant dans la pauvreté⁸². D'autres recherches ont montré que l'investissement dans les services de soins se traduit par des retombées directes pour le gouvernement: par exemple, en 2008, chaque tranche de 100\$ investie par le gouvernement du Québec dans les services de garde a rapporté 104\$ au gouvernement provincial et 43\$ au gouvernement fédéral⁸³. Un investissement dans les services de garde soutient non seulement les enfants et les familles, mais aussi le développement économique en général⁸⁴. On ne saurait surestimer l'importance d'investir dans l'infrastructure sociale de l'économie des soins.

“Le sous-financement de l'économie des soins signifie également que les travailleuses rémunérées, telles que les travailleuses domestiques et de soutien personnel, sont sous-évaluées et se trouvent dans des circonstances précaires, alors qu'elles sont essentielles à la survie et au bien-être de la population.”

Recommandations politiques

- 3.1 Adopter le critère de référence de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) consistant à allouer au moins 1% du PIB national à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants.
- 3.2 Créer un secrétariat national pour la garde d'enfants chargé de suivre les allocations financières dans tout le pays et de coordonner l'action intergouvernementale, le suivi et l'évaluation.
- 3.3 Veiller à ce que les services de garde soient un élément clé dans tous les plans de relance économique, y compris la coordination entre la réouverture des écoles et des garderies et celle de l'économie en général.
- 3.4 Diriger des fonds publics d'au moins 2,5 milliards de dollars vers les services de soins réglementés et agréés existants, par exemple en augmentant les salaires, en investissant dans des mesures visant à assurer la sécurité du personnel et en augmentant le nombre de places disponibles, afin de leur permettre de rouvrir et fournir des soins accessibles, abordables et de haute qualité.
- 3.5 Consulter les organisations qui soutiennent les personnes soignantes migrantes dans la prise de décision concernant le rétablissement de la pandémie et créer une voie accélérée vers la résidence permanente pour les personnes soignantes immigrantes afin qu'elles puissent accéder aux soins de santé et aux protections du milieu du travail dès leur arrivée. Leur fournir des équipements de protection individuelle, effectuer des inspections rigoureuses de leurs conditions de travail et leur garantir un accès à des aides au revenu.
- 3.6 Élargir les données sur l'utilisation du temps pour faire le suivi du temps consacré à toutes les formes de travail non rémunéré pendant la pandémie selon les catégories suivantes: sexe, identité, racisation, autochtone, rural ou urbain, composition de la famille, profession, âge et éducation, y compris les coûts ou le temps consacré à la garde des enfants, sur une base annuelle, selon des modalités uniformes pour assurer la continuité dans le temps.

4. Investir dans de bons emplois



La pandémie de la COVID-19 a révélé l'écart important entre les personnes qui ont un « bon emploi » – c'est-à-dire celles qui ont pu conserver un revenu sûr et rester en bonne santé – et celles qui n'en ont pas. Un plan de relance équitable signifie qu'il faut prioriser l'accès de tout le monde à un travail décent et à un revenu suffisant pour vivre.

Les identités sociales telles que le genre, la race et la classe sociale ont joué un rôle dans les expériences de travail pendant la pandémie. Comme les travailleuses sont concentrées dans des emplois mal rémunérés dans le commerce de détail et les services, ainsi que dans des emplois à temps partiel ou temporaires, elles ont souffert de manière disproportionnée de la perte d'emplois lorsque la pandémie a frappé. Les femmes au Canada âgées de 25 à 54 ans ont connu une baisse de leur taux d'emploi deux fois plus importante que celle des hommes, et elles retrouvent leur emploi à un rythme plus lent^{85,86}. On ne sait ni quand ni comment ces secteurs vont se rétablir. En outre, les femmes noires, racisées et immigrantes sont représentées de façon disproportionnée dans les services de soutien personnel, les services de nettoyage et dans d'autres professions essentielles, mais peu rémunérées qui ne donnent pas droit à des congés de maladie payés ou à des congés familiaux⁸⁷. Pendant la pandémie, nombre de ces travailleuses ont dû choisir entre mettre leur santé et celle de leur famille en danger ou perdre leur sécurité financière.

Avant la pandémie de COVID-19, les communautés racisées avaient des taux de pauvreté élevés qui ont été amplifiés par la crise actuelle⁸⁸. Une récente enquête de Statistique Canada visant à comprendre les répercussions économiques de la COVID-19 sur la population racisée du Canada a révélé que les communautés racisées étaient confrontées à des taux plus élevés de perte d'emploi et de réduction des heures de travail que la population blanche⁸⁹. De même, les communautés racisées ont signalé des taux plus élevés d'impact financier fort ou modéré lié à la COVID-19. Le taux était particulièrement élevé pour les Arabes, les Asiatiques de l'ouest et les Philippins (42% ou plus), par comparaison à 23,2% pour la population blanche.

Avant la pandémie, les personnes trans se heurtaient à des obstacles considérables pour accéder à un emploi à l'abri du harcèlement. Selon une enquête menée auprès des personnes s'identifiant comme transgenres en Ontario, 13% ont été licenciées et 18% se sont vu refuser un emploi parce qu'elles étaient transgenres⁹⁰. Et ce, malgré le fait que 71% d'entre elles ont au moins une formation universitaire ou collégiale. Environ 50% des personnes trans gagnent 15 000 dollars par an ou moins⁹¹. Certaines politiques et pratiques ont été mises en place pour favoriser leur intégration dans le milieu de travail, comme des groupes de ressources pour le personnel, des plateformes permettant de jumeler le personnel trans avec des mentors et des protocoles d'aide aux personnes en transition. Cependant, il faut en faire davantage pour créer un lieu de travail pleinement inclusif⁹². Avec la pandémie, les barrières systémiques et les résultats néfastes à l'encontre des femmes trans en particulier pourraient s'aggraver.

D'autres effectifs précaires ont été fortement touchés par la COVID-19. Les personnes migrantes, comme celles qui fournissent un travail vital dans l'agriculture ou les secteurs des soins, n'ont souvent pas de résidence permanente et n'ont donc pas accès aux prestations gouvernementales ou aux soins de santé. Elles sont simultanément confrontées à des conditions dangereuses telles que des logements surpeuplés, des vols de salaire, une alimentation insuffisante et un manque d'informations sur la santé^{93,94}. Les personnes travaillant dans l'économie à la demande, notamment le covoiturage et la livraison de nourriture, ne sont pas non plus protégées. Ces personnes ont été durement touchées par la perte de revenus, et nombre d'entre elles ne peuvent prétendre aux prestations gouvernementales, en fonction de leurs revenus⁹⁵. D'autres encore ont éprouvé des difficultés à accéder aux aides au revenu, dont les titulaires de plusieurs emplois, les travailleuses et travailleurs du sexe, temporaires ou migrants, ainsi que les prestataires de l'aide sociale⁹⁶.

De plus, depuis plusieurs décennies, on reconnaît que le programme actuel d'assurance-emploi (AE) est difficile d'accès pour les travailleurs temporaires et à temps partiel, qui sont en majorité des femmes.

Une analyse du Centre canadien de politiques alternatives a révélé un écart croissant entre les genres en matière de couverture de l'assurance-emploi, avec 40% des hommes au chômage éligibles à l'assurance-emploi, contre 32 % des femmes au chômage⁹⁷. De nombreuses personnes ayant cotisé à l'assurance ont du mal à atteindre le seuil minimum d'heures requis pour avoir droit au programme – de 420 à 700 heures, selon le taux de chômage local.

Nous présentons ci-dessous des recommandations politiques qui peuvent commencer à remédier aux inégalités intersectionnelles sexospécifiques à grande échelle que nous constatons dans l'accès à un travail décent et à des conditions de travail adéquates. Toutefois, à défaut de nous interroger sur les systèmes d'oppression et de discrimination qui produisent ces conditions économiques inéquitables, nous risquons de nous contenter de traiter les symptômes au lieu de nous attaquer aux causes. Cela signifie qu'il faut prendre des mesures pour lutter contre le capacitisme, le patriarcat, l'homophobie, la biphobie, la queerphobie, la suprématie blanche, le racisme systémique et toutes les formes de discrimination et de violence structurelles.

“Les femmes au Canada âgées de 25 à 54 ans ont connu une baisse de leur taux d'emploi deux fois plus importante que celle des hommes, et elles retrouvent leur emploi à un rythme plus lent.”

Recommandations politiques

4.1 Légiférer pour que tous les travailleurs bénéficient d'au moins 14 jours de maladie payés et de congés familiaux payés, afin que tout le monde - en particulier celles et ceux qui occupent des emplois de première ligne - puisse protéger sa santé et celle du reste de la population.

4.2 Payer, par le biais de l'assurance-emploi, pour le recyclage et le développement professionnel dans tous les secteurs pour les personnes ayant perdu leur emploi. Qu'aux personnes inadmissibles à l'assurance-emploi, créer d'autres voies en vue de soutenir financièrement la formation et la requalification, avec des incitations plus importantes ciblant les secteurs basés sur l'économie des soins, tels que la garde d'enfants et les soins aux personnes âgées.

4.3 Abaisser le critère national uniforme d'admissibilité à l'assurance-emploi à 360 heures et augmenter le taux de prestations de 55% à 85% du salaire pour les personnes à faible revenu.

4.4 Légiférer sur la protection de l'emploi des personnes en situation de handicap qui sont incapables de remplir leurs fonctions en raison du risque de contracter la COVID-19 ainsi que sur des obstacles systémiques tels que le manque d'accès aux transports accessibles.

5. Lutter contre la pandémie fantôme

La pandémie a exacerbé les cas de haine et de violence pour de nombreuses communautés. Il est impossible de se libérer de la haine et de la violence sans s'attaquer aux causes systémiques, qui comprennent la colonisation, le patriarcat et le racisme sous toutes ses formes. Un plan de relance doit adopter des mesures pour remédier à ces problèmes afin de garantir la sécurité et les droits des personnes les plus vulnérables. Les répercussions psychologiques et physiques de la haine et de la violence créent des traumatismes qui durent des générations, empêchant ainsi l'avènement d'une société et d'une économie inclusives, saines et prospères⁹⁸. Aucune reprise économique ou réflexion constructive ne peut avoir lieu sans s'attaquer de front à la haine, à la discrimination et à la violence. La prospérité économique ne peut s'épanouir dans une culture de la haine.

Avant la pandémie, la haine et la violence à l'égard des femmes cis et trans, des personnes bispirituelles et de divers genres constituaient déjà une crise⁹⁹. Pendant la pandémie, la crise s'est accentuée. Les Nations unies qualifient la montée mondiale de la violence conjugale de « pandémie fantôme »¹⁰⁰. Les données internationales de pays tels que la Chine, la France, l'Italie, Singapour, l'Espagne et bien d'autres montrent une augmentation des signalements de violence conjugale pendant les périodes de blocage économique liées à la COVID-19, avec des augmentations allant de 30 à 50% dans certaines régions¹⁰¹. Au Canada, les prestataires de services et les forces de police ont également signalé une augmentation des cas de violence conjugale. Une enquête de l'Association des femmes autochtones du Canada a révélé qu'une femme autochtone sur cinq déclare avoir subi de la violence physique ou psychologique depuis le début de la pandémie en mars 2020¹⁰². Les responsables du gouvernement fédéral signalent une augmentation de 20 à 30% des taux de violence conjugale au pays¹⁰³. L'Ontario Association of Interval and Transition Houses (OAITH) a signalé que 20% des maisons d'hébergement ont vu la demande de services augmenter¹⁰⁴. Cependant, la capacité des maisons d'hébergement et des services de logement n'a pas augmenté en proportion. En effet, il est probable que la capacité ait diminué en raison des exigences de distanciation physique.

Pendant une pandémie, les politiques de quarantaine peuvent produire des situations traumatisantes, de nombreuses survivantes de violence n'ayant d'autre choix que de s'isoler avec un partenaire violent. Les agresseurs peuvent devenir plus violents pendant cette période. Les comportements peuvent consister à isoler davantage les survivantes, à surveiller leurs médias sociaux, à retenir des fournitures essentielles telles que les désinfectants pour les mains et les masques, et à menacer de les chasser de la maison. Malheureusement, au Canada, plusieurs femmes ont été assassinées par leur partenaire masculin ou des membres de leur famille au cours de cette pandémie, et ce fémicide se poursuivra si des mesures concrètes ne sont pas prises pour lutter contre la violence fondée sur le genre sous toutes ses formes¹⁰⁵.

En réponse, divers pays ont mis en oeuvre des initiatives visant à créer des voies permettant de signaler les cas de violence conjugale et de demander de l'aide par des moyens discrets, comme la création d'un signal manuel à utiliser lors de vidéoconférences¹⁰⁶, ou des services de sécurité disponibles dans les pharmacies. Le gouvernement du Canada a également alloué 50 millions de dollars pour soutenir les maisons d'hébergement et les centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles, dont 20% sont allés à Services aux Autochtones Canada pour répondre directement aux besoins du réseau existant de 46 maisons d'hébergement dans les réserves et au Yukon¹⁰⁷. Des groupes de la société civile réclament depuis des années un Plan d'action national pour lutter contre la violence fondée sur le genre et le moment est venu de le concrétiser¹⁰⁸.

La haine et la violence fondées sur la race se sont également amplifiées pendant cette crise, en particulier à l'encontre des communautés asiatiques et chinoises. Il est par conséquent nécessaire de soutenir davantage les initiatives de lutte contre le racisme. Le service de police de Vancouver a signalé une augmentation de 600% des crimes haineux contre les communautés asiatiques¹⁰⁹. Une enquête récente menée auprès de plus de 500 Canadiennes et Canadiens d'origine chinoise a montré que 50% ont subi des insultes ou des injures en raison de la pandémie, 43% ont fait l'objet de menaces ou d'intimidation, et 30% déclarent être fréquemment exposés à des messages racistes sur les médias sociaux¹¹⁰.

D'autres communautés subissent également des crimes de haine dans tout le pays. En 2018, les données de Statistique Canada ont révélé que 16% de tous les crimes haineux sont commis contre les communautés noires, alors qu'elles ne représentent que 3,5% de la population¹¹¹. Il est à noter que les crimes haineux contre les communautés autochtones et musulmanes affectent plus souvent des femmes que dans d'autres communautés, ce qui indique que le racisme anti-autochtone et l'islamophobie ont une connotation nettement sexospécifique¹¹². Toutes les formes de haine, de violence et d'oppression contre les femmes, les personnes de divers genres et les communautés autochtones, noires et racisées doivent être abordées dans le cadre d'une reprise après la COVID-19. La haine crée une culture de la peur, de l'anxiété et de l'insécurité, poussant de nombreux membres de la communauté à se retirer de leurs activités habituelles, notamment de l'école, du travail, des achats et de l'exercice physique¹¹³.

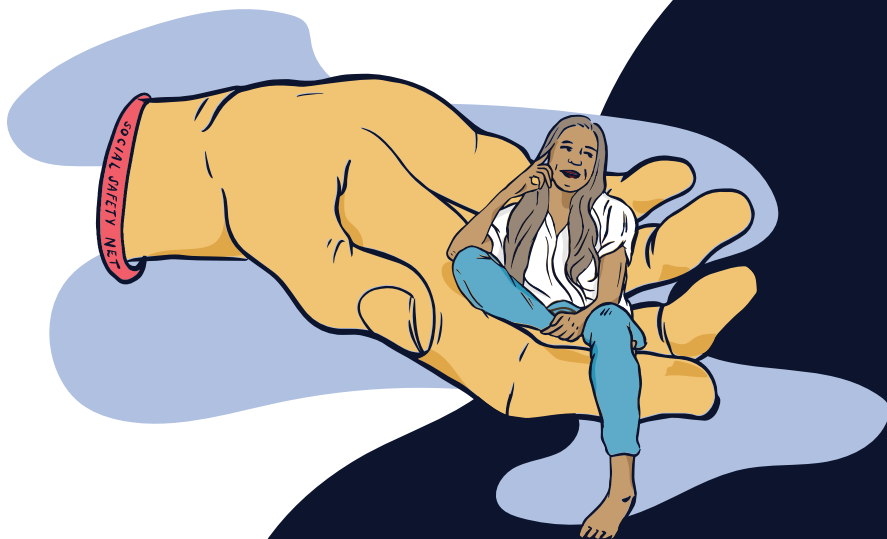
Au cours de cette pandémie, plusieurs femmes noires et autochtones sont mortes lors de contrôles de bien-être effectués par la police¹¹⁴. Nous ne pouvons pas parler de la pandémie fantôme sans évoquer les décès de Chantel Moore^{115,116} et de Regis Korchinski Paquet¹¹⁷, ainsi que la nature insidieuse du racisme anti-autochtone et anti-noir au Canada. En réaction, nous avons assisté à des rassemblements dans tout le pays pour exiger des changements, du Manitoba¹¹⁸ à la Nouvelle-Écosse¹¹⁹ et au-delà¹²⁰. Les appels à la justice dans le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées indiquent que nous avons besoin d'un changement systémique au sein des structures policières du Canada, de la GRC aux forces de police locales.

Le secteur privé a également un rôle à jouer. Par exemple, Boston Pizza a cessé de sponsoriser une équipe de la LCF d'Edmonton en raison du nom problématique de cette équipe¹²¹. Un autre exemple est le nombre d'entreprises qui ont boycotté la publicité sur Facebook pour protester contre les discours haineux¹²².

“Nous ne pouvons pas parler de la pandémie fantôme sans évoquer les décès de Chantel Moore et de Regis Korchinski-Paquet, ainsi que la nature insidieuse du racisme anti-autochtone et anti-noir au Canada.”

Recommandations politiques

5.1 Établir un Plan d'action national sur la violence fondée sur le genre qui aborde (a) la violence faite aux femmes et aux filles autochtones et aux personnes 2SLGBTQIA, comme le recommande le rapport de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées¹²³, et (b) toutes les formes de racisme et de crimes haineux^{124,125}.



6. Soutenir les petites entreprises



De nombreuses entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), ont été durement touchées par les verrouillages résultant de la pandémie de COVID-19. C'est un point crucial si l'on considère que les PME représentent 99,8% des entreprises privées dans l'économie canadienne¹²⁶. Les propriétaires d'entreprises de communautés confrontées à la marginalisation et à la discrimination – comme les femmes, les Noirs, les Autochtones et les personnes racisées – doivent recevoir un soutien adéquat.

Les femmes et d'autres groupes sous-représentés peuvent éprouver des difficultés particulières à rétablir leur activité pendant la reprise économique. Alors que seulement 16% des PME appartiennent à des femmes, ces entreprises sont concentrées dans les secteurs du commerce de détail et des services, les plus durement touchés par les fermetures¹²⁷. Une enquête récente a révélé que 88% des entrepreneurs issus de groupes sous-représentés (femmes, personnes racisées, en situation de handicap, immigrantes, réfugiées, autochtones et LGBTQ2+) ont perdu des contrats ou une partie de leur clientèle pendant la pandémie¹²⁸. Par comparaison, seulement 34% de toutes les petites entreprises ont déclaré avoir perdu des contrats. L'enquête a également révélé que 53% des femmes entrepreneures interrogées ont subi des charges supplémentaires de garde d'enfants pendant la pandémie, contre seulement 12% des hommes entrepreneurs. Les entreprises dirigées par des femmes sont souvent dans des secteurs à haut niveau de contact, comme les salons de coiffure, ce qui signifie qu'elles risquent d'être confrontées à une baisse de revenus lors de la transition vers une économie « sans contact »¹²⁹.

Ces groupes continuent également de se heurter aux mêmes obstacles à la création et au maintien d'entreprises qu'avant la pandémie. Au Canada, les femmes entrepreneures ne reçoivent que 4% des fonds de capital-risque disponibles, en partie en raison des préjugés sexistes à leur encontre et du type d'entreprises qu'elles créent¹³⁰. Les obstacles sont encore plus grands pour celles qui sont confrontées à une autre forme de marginalisation, comme les femmes noires¹³¹. En outre, les femmes représentent 38% des entrepreneures indépendantes, qui sont souvent oubliées dans les discussions et les solutions politiques pour les petites entreprises¹³². Malgré ces nombreux obstacles, les données suggèrent que les entreprises dirigées par des femmes créent plus d'emplois que celles appartenant à des hommes, parce qu'elles sont notamment situées dans des secteurs à plus forte intensité de main-d'oeuvre tels que les services personnels, l'hôtellerie et la restauration, de même que le commerce au détail^{133,134}. D'autres recherches menées par Statistique Canada montrent que lorsque les femmes entrent dans des entreprises appartenant majoritairement à des hommes en tant que propriétaires, les revenus et le nombre d'employés augmentent¹³⁵.

Il est essentiel pour la reprise économique du Canada de veiller à ce que les entreprises restent viables à mesure que l'économie commence à rouvrir. Le gouvernement a déjà entrepris un investissement de près de 5 milliards de dollars pour doubler le nombre d'entreprises appartenant à des femmes d'ici 2025, et en mai 2020, il s'est engagé à verser 15 millions de dollars aux femmes entrepreneures dans le cadre du Fonds pour l'écosystème des femmes afin de contribuer à la reprise de la COVID-19¹³⁶. Le soutien aux entreprises dirigées par des femmes n'est pas seulement une question de financement, mais aussi de création d'une demande pour leurs produits et services.

L'engagement continu à soutenir les PME, en mettant l'accent sur les entreprises appartenant à des communautés marginalisées, va grandement contribuer à une reprise équitable dans tout le pays. Cela implique notamment de consulter les populations autochtones afin de garantir des avantages durables du développement économique, comme le souligne l'appel à l'action 92 de la Commission de vérité et réconciliation¹³⁷. Une approche intéressante consiste notamment à sensibiliser les gens aux différents modèles d'entreprise, telles les coopératives, qui privilégient l'adhésion volontaire et ouverte, le contrôle démocratique des membres et leur participation économique. Il est démontré que ces dernières résistent mieux aux ralentissements économiques et garantissent le maintien des emplois dans les communautés, même lorsque des générations de fondateurs d'entreprises prennent leur retraite¹³⁸.

“Au Canada, les femmes entrepreneures ne reçoivent que 4% des fonds de capital-risque disponibles, en partie en raison des préjugés sexistes à leur encontre et du type d'entreprises qu'elles créent. Les obstacles sont encore plus grands pour celles qui sont confrontées à une autre forme de marginalisation, comme les femmes noires.”

Recommandations politiques

6.1 Offrir un soutien ciblé aux propriétaires d'entreprises issus de groupes sous-représentés – non seulement les femmes, mais aussi les personnes racisées, en situation de handicap, autochtones et immigrantes – sous la forme d'un financement d'urgence, ainsi que d'une formation professionnelle et d'un mentorat.

6.2 Créer des réserves minimales dans les prévisions de dépenses publiques (par exemple, 15%) en faveur des entreprises dirigées par des femmes, des personnes racisées et d'autres groupes en quête d'équité.

6.3 Consultation significative avec les communautés autochtones en ce qui concerne les avantages durables à long terme des projets de développement économique.

6.4 Demonstrate meaningful consultation with Indigenous communities as it relates to long-term sustainable benefits from economic development projects.

6.5 Sensibiliser aux modèles d'entreprises coopératives et créer des outils pour soutenir les entreprises qui veulent se convertir à ce modèle, notamment en donnant à la Banque de développement du Canada le pouvoir de soutenir les conversions en coopératives.

7. Renforcer les infrastructures pour la relance

Alors que nous passons de l'intervention d'urgence au redressement, il est important de réfléchir à la meilleure manière de reconstruire les infrastructures.

Avant tout, il faut investir dans les déterminants sociaux de la santé. Par exemple, les mesures de santé publique affirment l'importance de la distanciation physique et de l'isolement à domicile autant que possible. Cependant, la mise en application de ces mesures dépend de l'accès à un logement adéquat, abordable et sécuritaire. Il convient de noter que la législation canadienne reconnaît que le logement est un droit de la personne¹³⁹. Pourtant, rien qu'en avril 2020, 46% des 3,4 millions de ménages locataires disposaient de moins d'un mois d'épargne¹⁴⁰, et 500 000 propriétaires avaient des difficultés à payer leur hypothèque¹⁴¹.

Une solution consiste à augmenter l'offre de logements abordables. C'est pourquoi la Stratégie nationale sur le logement doit être pleinement mise en oeuvre, en veillant à ce que les 33% de fonds réservés aux investissements axés sur le genre soient entièrement déployés dans des délais accélérés¹⁴². La crise du logement abordable et de l'itinérance est vécue différemment par les femmes, les personnes bispirituelles et les personnes de divers genres. C'est pourquoi des approches sexospécifiques sont essentielles.

En même temps, avant que l'offre de logements abordables ne rattrape la demande, des mesures telles que l'annulation des loyers peuvent empêcher un tsunami d'expulsions pendant et après la pandémie. Dans de nombreuses régions, les expulsions ont été interdites pendant l'urgence de santé publique, mais de nombreuses familles qui ne peuvent pas payer leur loyer devront encore s'acquitter d'arriérés accumulés inabornables à mesure que l'économie se rétablira.

Deuxièmement, les investissements en infrastructures visant à garantir l'accès universel à l'eau potable sont une nécessité. C'est un aspect environnemental crucial de la relance. Actuellement, Services aux Autochtones Canada signale qu'il y a encore 61 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable pour les systèmes publics dans les réserves autochtones, contre 105 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable en novembre 2015¹⁴³. Le manque d'eau propre cause des problèmes sanitaires, une situation qui s'est aggravée avec la pandémie¹⁴⁴.

Des investissements doivent être réalisés, en particulier en faveur des communautés autochtones et des personnes confrontées à l'insécurité du logement, afin que tout le monde ait la possibilité de protéger sa santé et son hygiène¹⁴⁵.

Troisièmement, nous devons aborder la fracture numérique. Presque du jour au lendemain, les exigences de distanciation sociale ont fait que tout secteur capable de travailler à distance a commencé à le faire. Mais cette évolution a également révélé l'inégalité de l'accès à la large bande qui sévit au Canada, en particulier dans les communautés à faible revenu, nordiques, éloignées et rurales. Actuellement, le Canada s'est engagé à faire en sorte que 95% des foyers et des entreprises du pays aient accès à des vitesses d'internet d'au moins 50/10 Mbps d'ici 2026, et ce chiffre passerait à 100% d'ici 2030¹⁴⁶. Cet objectif devra être priorisé à l'ère de la COVID-19, où les exigences de distanciation physique ont rendu difficile de travailler régulièrement, d'aller à l'école, de se connecter avec sa famille et ses amis, de faire des achats ou d'accéder aux services publics sans une solide connexion internet.

Actuellement, 14% de la population canadienne n'a pas accès à l'internet haut débit, mais ce pourcentage atteint 60% dans certaines zones rurales¹⁴⁷. C'est pourquoi les communautés ont eu recours à l'accès internet dans les écoles, les bibliothèques publiques et même les restaurants prêt-à-manger. À l'ère de la distanciation physique, cet accès devient impossible. L'expérience massive de travail à distance a montré qu'il est possible d'accommoder les personnes en situation de handicap ou les Autochtones qui veulent rester dans leur communauté tout en travaillant pour de grands employeurs. Les entreprises qui cherchent à accroître la diversité de leur main-d'oeuvre peuvent utiliser le travail à distance comme un outil important, mais cela nécessite un accès universel à l'internet haut débit.

La lutte contre la fracture numérique aura de nombreuses implications pour la sauvegarde des acquis en matière d'égalité des genres. Les pertes d'emploi des travailleuses dans des secteurs tels que l'hôtellerie, le commerce de détail, la restauration et le tourisme ne reviendront très probablement pas au même rythme que celles des secteurs à majorité masculine. Les caractéristiques de la nouvelle « économie sans contact » se traduiront par un éloignement physique accru, une diminution de la clientèle et, par conséquent, une diminution des effectifs. À mesure que les travailleuses de ces secteurs se recycleront, elles devront avoir accès à des programmes d'éducation et de reconversion par voie numérique. L'internet est également vital pour les familles, car l'enseignement se fait désormais à domicile.

Dans la perspective de la reprise post-pandémique, nous ne pouvons pas ignorer les éléments fondamentaux d'une vie digne, qui comprennent un logement abordable, de l'eau propre et l'accès à l'internet à haut débit. En investissant dans les infrastructures, les soutiens et les services essentiels, le Canada sera également plus résistant aux crises futures.

“Actuellement, Services aux Autochtones Canada signale qu'il y a encore 61 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable pour les systèmes publics dans les réserves autochtones, contre 105 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable en novembre 2015.”



Recommandations politiques

7.1 Réaliser d'urgence la Stratégie nationale sur le logement qui prévoit construire 125 000 unités de logement abordable, déployer complètement les 33% d'investissements axés sur le genre et faire en sorte que le nombre de sans-abri chroniques diminue de 50% d'ici 2027.

7.2 Donner une priorité urgente à la modernisation et à la construction d'infrastructures d'eau propre pour les communautés faisant l'objet d'avis sur la qualité de l'eau potable, avec un objectif de zéro avis d'ébullition de l'eau d'ici juillet 2021.

7.3 S'attaquer à la fracture numérique au Canada par des subventions significatives et s'engager à concrétiser un accès national haut débit à 100%, en particulier dans les communautés rurales, isolées et nordiques.

8. Diversité des voix dans les décisions



“Il y a dix ans, la réponse fédérale au virus H1N1 a consisté à envoyer des housses mortuaires à certaines communautés des Premières nations. En fin de compte, tous les peuples autochtones resteront des victimes tant que nous continuerons à être traités comme des citoyens de deuxième ou troisième classe.”

- Dr. Cindy Blackstock et Isadore Day

Pour assurer une reprise équitable, nous devons élargir notre vision et valoriser les connaissances des personnes concernées par la conversation. Les femmes cis et trans, les personnes bispirituelles et les personnes de divers genres doivent être incluses à tous les niveaux de prise de décision.

Nous recommandons d'assurer un équilibre entre les genres dans les groupes de travail nationaux sur la COVID-19 et la relance économique, et d'établir un Conseil consultatif sur l'égalité des genres, semblable aux organes créés lors des sommets du G7 pour le Canada et la France en 2018 et 2019, respectivement¹⁴⁸. Un tel organe devrait avoir une représentation diversifiée de la société civile canadienne, garantissant les perspectives des communautés autochtones, noires et racisées, des femmes en situation de handicap¹⁴⁹, des communautés LGBTQ2S+, des nouvelles arrivantes, des immigrantes, des réfugiées et d'autres communautés en quête d'équité. Ce conseil consultatif sera essentiel pour fournir des informations sur les types de politiques à mettre en oeuvre pour faire progresser un Canada ouvert aux femmes dans la reprise post-pandémique.

Il servirait également de partenaire de responsabilisation pour garantir la réalisation d'objectifs intersectionnels clairs et tenant compte de la dimension de genre. Dans le cas contraire, les mesures prises risquent de mener à des résultats aléatoires. Comme l'ont récemment déclaré les défenseuses des peuples autochtones, Cindy Blackstock et Isadore Day, « Il y a dix ans, la réponse fédérale au virus H1N1 a consisté à envoyer des housses mortuaires à certaines communautés des Premières Nations. En fin de compte, tous les peuples autochtones resteront des victimes tant que nous continuerons à être traités comme des citoyens de deuxième ou troisième classe¹⁵⁰ ».

Ne pas inclure toute la diversité des voix dans les décisions continuera à créer des conditions néfastes qui se traduiront par une baisse de la qualité de vie des communautés les plus touchées par cette pandémie.

Les organisations de la société civile, y compris les institutions de recherche universitaires qui font progresser l'égalité des genres, le féminisme intersectionnel et les droits des femmes, devraient également être au centre des processus de décision et de consultation. Elles font souvent le gros du travail en fournissant aux décideurs politiques une analyse fondée sur le genre. La pandémie menace l'existence même de ces organisations. Il faut donc investir pour qu'elles puissent résister à la tempête et survivre. Sinon, nous risquons la disparition d'un secteur de la société civile qui contribue à une démocratie florissante et veille à ce que les droits et les besoins des communautés en quête d'équité ne soient pas ignorés pendant et après cette crise.

Recommandations politiques

8.1 Mettre en place un conseil consultatif sur l'égalité des genres pour guider le gouvernement fédéral sur les politiques en matière de pandémie.

8.2 Assurer l'équilibre entre les genres et la représentation intersectionnelle au sein des groupes de travail sur la relance pour chaque palier de gouvernement.

8.3 Investir dans des organisations qui font progresser l'égalité des genres, le féminisme intersectionnel et les droits des femmes au Canada en garantissant un financement de base pluriannuel.

Conclusion

Cette pandémie a révélé les vulnérabilités de la société canadienne et nous offre la possibilité de mieux reconstruire en plaçant l'inclusion et la dignité au cœur de la reprise économique. Cela ne sera pas facile et exigera du courage, de l'engagement et une vision pour une économie qui transforme l'équilibre entre les genres et qui instaure un nouveau statu quo qui produira des résultats positifs pour tout le monde.

Alors que nous passons de la réponse d'urgence à la reprise post-pandémique, les piliers suivants peuvent éclairer notre réflexion sur ce à quoi pourrait ressembler le parcours vers une économie inclusive:

**1. Intersectionnalité:
Comprendre le pouvoir**

**2. S'attaquer aux causes
profondes du racisme
systémique**

**3. Le travail de soins est
un travail essentiel**

**4. Investir dans de
bons emplois**

**5. Lutter contre la
pandémie fantôme**

**6. Soutenir les petites
entreprises**

**7. Renforcer les
infrastructures pour
la relance**

**8. Diversité des voix
dans les décisions**

Comment allons-nous payer pour cela?

La question se pose souvent de savoir quelle est la meilleure façon de financer les mesures de relance économique post-pandémie.

Premièrement, les systèmes fiscaux de tous les ordres de gouvernement au Canada ont produit des résultats après impôt discriminatoires pour les femmes, les communautés à faible revenu et les groupes marginalisés¹⁵¹. Plusieurs institutions monétaires internationales mettent de l'avant la pensée traditionnelle fondée sur le recours à de faibles taux d'imposition pour promouvoir la croissance économique. En conséquence, le Canada a l'un des plus faibles taux de recettes fiscales en pourcentage du produit intérieur brut par rapport aux autres pays de l'OCDE¹⁵². Les recherches montrent que les recettes fiscales du Canada sont inférieures de 41,4 % à ce qu'elles pourraient être si les dépenses fiscales telles que les taux d'imposition, les déductions fiscales, les avantages fiscaux et les programmes de remboursement d'impôt n'avaient jamais été mises en œuvre¹⁵³.

Cette focalisation sur des mesures fiscales axées sur la croissance économique touche plus durement les femmes que les hommes. Les avantages fiscaux spéciaux ont plus de valeur pour les hommes, dont les revenus sont, en moyenne, nettement plus élevés que ceux des femmes pour chaque année de déclaration. Par conséquent, les femmes tirent moins d'avantages financiers lorsqu'elles sont admissibles à des exemptions fiscales apparemment neutres en termes de genre¹⁵⁴. Les hommes ont bénéficié de 70,3 % des 52,3 milliards de dollars de réductions totales de l'impôt des particuliers entre 1997 et 2016, tandis que les femmes en tant que groupe n'ont bénéficié que de 29,7 % de cet ensemble de réductions¹⁵⁵.

Une analyse du Centre canadien de politiques alternatives a révélé que les dépenses fiscales sont inégalement réparties entre les genres et que tout le monde ne bénéficie pas de la même manière des déductions, crédits, allègements et échappatoires fiscaux. Comme les femmes sont plus susceptibles d'être des parents célibataires, de toucher un revenu inférieur, de vivre plus longtemps et de s'occuper d'enfants et de parents âgés, il existe des différences dans la manière dont elles peuvent bénéficier des crédits d'impôt. Au Canada, les hommes sont plus susceptibles de bénéficier de mesures fiscales telles que le fractionnement des revenus de pension et les REER. En revanche, les femmes bénéficient davantage de mesures fiscales telles que le crédit pour personne à charge admissible et les déductions pour frais de garde d'enfants. Toutefois, selon une étude portant sur 45 mesures fiscales différentes, seulement huit de ces mesures (19 %) offraient plus d'avantages aux femmes qu'aux hommes, une apportait des avantages égaux et les 36 autres procuraient plus d'avantages aux hommes qu'aux femmes¹⁵⁶.

De plus, le recours massif aux règles fiscales de déclaration commune et basées sur les ménages au Canada produit des résultats injustes pour les femmes. En 2018, le total des dépenses fiscales et de transfert qui fournissent des avantages fiscaux pour soutenir le travail non rémunéré des femmes s'élevait à 26,2 milliards de dollars. La majorité de ces remboursements sont allés aux hommes, à l'exception de la Prestation canadienne pour enfants. Parallèlement, seulement 1,3 milliard de dollars ont été consacrés aux déductions pour frais de garde d'enfants pour les femmes, ce qui représente seulement 4,8 % des dépenses totales associées au travail non rémunéré des femmes cette année-là¹⁵⁷.

La reprise doit commencer par un financement que les gouvernements canadiens peuvent contrôler. La restructuration des unités d'imposition et des taux d'imposition nationaux est l'une des premières mesures qui peuvent être prises pour ramener les recettes publiques à des niveaux viables. Si le Canada adoptait les taux d'imposition des Pays-Bas, nous pourrions générer jusqu'à 4,8 milliards de dollars de recettes supplémentaires grâce à l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers. Cela augmenterait les revenus après impôt de tout le monde, sauf des 10 % les plus riches¹⁵⁸.

Deuxièmement, les remaniements des politiques fiscales et monétaires offrent la possibilité de s'attaquer aux inégalités sur les plans des salaires, de l'emploi et de la qualité de vie et d'investir dans les services publics afin de soutenir des communautés prospères pour les femmes cis et trans, les personnes bispirituelles et les personnes de diverses identités de genre. Nous avons besoin de soutiens non rémunérés tenant compte des différences entre les genres pour tous les adultes du pays afin de financer des revenus après impôt durables tout au long de la vie.

Les politiques monétaires ne sont pas neutres en termes de genre ou de race. Elles doivent donc être examinées avec soin avant d'être déployées. Par exemple, les modifications du taux d'intérêt au jour le jour de la Banque du Canada doivent tenir compte de l'impact différentiel que ces décisions peuvent avoir sur les femmes cis et trans, les personnes bispirituelles et les personnes de diverses identités de genre. La réduction de l'inflation à tout prix peut entraîner des résultats négatifs inégalement répartis. Des recherches ont montré que la politique monétaire axée sur la limitation des taux d'inflation aux États-Unis augmentait de manière disproportionnée les taux de chômage des femmes et des hommes noirs, suivis par les femmes blanches¹⁵⁹. Cela s'explique notamment par le fait que les ralentissements économiques résultant de la politique monétaire peuvent entraîner de lourdes pertes d'emplois.

“Les coupes budgétaires induites par l'austérité dans les programmes sociaux et les services publics peuvent également avoir des impacts sexospécifiques. La diminution des dépenses publiques en matière de transferts sociaux peut réduire les services sur lesquels les femmes comptent plus que les hommes, comme les garderies et les transports publics.”

Cela peut créer une concurrence intense pour les emplois restants qui se joue sur les lignes de faille sociales préexistantes telles que les inégalités raciales et de genre.

Les réductions budgétaires induites par l'austérité dans les programmes sociaux et les services publics peuvent également avoir des impacts sexospécifiques¹⁶⁰. La diminution des dépenses publiques en matière de transferts sociaux peut réduire les services sur lesquels les femmes comptent plus que les hommes, comme les garderies et les transports publics. Cela pourrait augmenter le travail de soins non rémunéré des femmes, leur faisant perdre du temps pour d'autres activités, y compris le travail rémunéré. Les femmes représentent généralement une plus grande proportion des prestataires de services de soins et services sociaux de première ligne, de sorte que des réductions budgétaires dans ce secteur peuvent entraîner des pertes d'emplois, une diminution des heures de travail ou une baisse des salaires¹⁶¹.

Troisièmement, comme l'indique le présent plan, les recherches ont montré que l'investissement dans les infrastructures et les services essentiels apportera des avantages économiques importants à la société, notamment par une participation accrue à la population active et une augmentation des dépenses des ménages. L'investissement dans une société saine, l'éducation, la propriété du logement et d'autres aspects de l'infrastructure sociale est rentable à long terme.

Enfin, étant donné que la reprise économique à la suite de la COVID-19 s'accompagne des engagements internationaux du Canada à payer sa juste part dans la réalisation des Objectifs de développement durable pour 2030, il convient d'envisager et de mettre en œuvre de nouveaux impôts qui n'ont pas encore été pleinement adoptés au Canada afin de payer pour l'avenir dont nous avons besoin et de ne laisser personne pour compte¹⁶².

Il est essentiel d'ancrer ces nouveaux impôts dans des systèmes fiscaux progressifs qui devraient être complétés par des impôts annuels sur la fortune nette payés par ceux qui ont une richesse nette élevée, à l'instar des politiques envisagées dans d'autres économies telles que celles du Royaume-Uni et des États-Unis. Le Fonds monétaire international s'est intéressé aux « surtaxes de solidarité » comme moyen de garantir que les recettes publiques couvrent les dépenses liées à la COVID-19¹⁶³. Ces mesures doivent être prises en temps opportun pour avoir un impact maximal,

et l'OCDE a fourni quelques indications initiales sur ce qui pourrait être fait pour restaurer les finances publiques en vue d'une reprise économique forte.

En outre, le Canada et d'autres pays à PIB élevé devraient participer à l'aide redistributive car, à court terme, cela accélérerait la reprise dans les pays à faible et moyen revenu et contribuerait en fin de compte à la mise en place d'une base économique et budgétaire plus durable pour faire face à la prochaine crise mondiale.

Nous ne pourrions pas réaliser un plan de relance économique féministe sans adapter notre approche actuelle de la conception des politiques publiques. En utilisant des solutions à court terme pour accélérer les changements à long terme, il est possible de s'attaquer aux causes profondes des inégalités. Mettre en évidence les différentes répercussions que les politiques de relance pourraient avoir sur la création d'une société inclusive peut ouvrir la voie à des conversations difficiles sur le changement structurel en nous amenant à nous demander pourquoi ce changement est important, quelles sont les mesures à prendre et qu'est-ce qui nous a empêché d'agir jusqu'à présent.

Comment allons-nous mesurer le succès?

“Les méthodes économiques traditionnelles pour répondre à la récession induite par la pandémie seront insuffisantes.”

Comme le montre notre proposition de plan de relance économique féministe, les méthodes économiques traditionnelles pour répondre à la récession induite par la pandémie seront insuffisantes. Le Canada aura aussi besoin de nouvelles mesures de succès. Dans le passé, la relance économique s'est concentrée sur des paramètres traditionnels comme l'amélioration du PIB, l'augmentation du taux de croissance économique et l'accélération du nombre d'emplois créés.

Nous devons maintenant envisager des mesures telles que la réduction de la violence sexiste; l'accès des communautés autochtones, noires et autres communautés racisées à l'emploi et aux services sociaux et de santé essentiels; le nombre de nouvelles unités de logement abordable créées; et le nombre d'emplois décents et durables qui offrent des congés de maladie payés et un revenu décent. Nous devons réfléchir à la manière de réévaluer les mesures du PIB afin de tenir compte de l'énorme contribution économique du travail de soins et du travail non rémunéré sous toutes ses formes qui est effectué principalement par les femmes. Comme nous l'avons vu très clairement depuis le début de cette pandémie, la confiance dans l'économie est déterminée par la santé de la population. Des données en provenance d'Australie et des États-Unis suggèrent que lorsque les consommateurs sont prudents en raison de la hausse des taux d'infection, la reprise économique est plus faible¹⁶⁵.

En mettant l'accent sur l'équité, la justice et la sécurité, notre plan de relance économique féministe fournit une feuille de route pour la reprise post-pandémique qui peut nous aider à surmonter cette crise et améliorer notre résilience pour la prochaine.

Annexe 1

Sommaire des recommandations politiques

Intersectionnalité: Comprendre le pouvoir

1.1 Rassembler des données désagrégées et intersectionnelles au palier fédéral, provincial et municipal sur les impacts de la pandémie de COVID-19

1.2 Assurer une véritable analyse intersectionnelle des sexes (ACS+) sur toutes les politiques à venir en matière de pandémie, non seulement pour comprendre les impacts différentiels, mais aussi pour concevoir les politiques

1.3 Élaborer un tableau de bord COVID-19 sur les effets de la pandémie en matière d'égalité des genres et faire rapport chaque année sur la façon dont le gouvernement du Canada fait progresser l'équité entre les genres.

S'attaquer aux causes profondes du racisme systémique

2.1 Mettre en oeuvre les appels à l'action de la Commission Vérité et Réconciliation et les appels à la justice du rapport de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. En particulier: (a) veiller à ce que les peuples autochtones, et en particulier les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQIA, aient un accès équitable aux emplois, à la formation et aux possibilités d'éducation, et à ce qu'elles et ils tirent des avantages durables à long terme des projets de développement économique. Les programmes d'emploi doivent être disponibles dans toutes les communautés autochtones, et (b) fournir un financement adéquat, stable, équitable et continu pour des services communautaires de santé et de bien-être centrés sur les Autochtones qui soient accessibles et culturellement appropriés, et qui répondent aux besoins de santé et de bien-être des communautés autochtones, en particulier des femmes, des filles et des personnes 2SLGBTQIA.

2.2 Mettre en oeuvre les recommandations visant à remédier au racisme anti-noir, telles que celles issues (a) du plan d'action de la ville de Toronto pour lutter contre le racisme anti-noir, (b) du rapport 2020 de la Black Health Alliance intitulé Black Experiences in Health Care, et (c) du Caucus des parlementaires noirs.



Le travail de soins est un travail essentiel

3.1 Adopter le critère de référence de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) consistant à allouer au moins 1% du PIB national à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants.

3.2 Créer un secrétariat national pour la garde d'enfants chargé de suivre les allocations financières dans tout le pays et de coordonner l'action intergouvernementale, le suivi et l'évaluation.

3.3 Veiller à ce que les services de garde soient un élément clé dans tous les plans de relance économique, y compris la coordination entre la réouverture des écoles et des garderies et celle de l'économie en général.

3.4 Diriger des fonds publics d'au moins 2,5 milliards de dollars vers les services de soins réglementés et agréés existants, par exemple en augmentant les salaires, en investissant dans des mesures visant à assurer la sécurité du personnel et en augmentant le nombre de places disponibles, afin de leur permettre de rouvrir et fournir des soins accessibles, abordables et de haute qualité.

3.5 Consulter les organisations qui soutiennent les personnes soignantes migrantes dans la prise de décision concernant le rétablissement de la pandémie et créer une voie accélérée vers la résidence permanente pour les personnes soignantes immigrantes afin qu'elles puissent accéder aux soins de santé et aux protections du milieu de travail dès leur arrivée. Leur fournir des équipements de protection individuelle, effectuer des inspections rigoureuses de leurs conditions de travail et leur garantir un accès à des aides au revenu.

3.6 Élargir les données sur l'utilisation du temps pour faire le suivi du temps consacré à toutes les formes de travail non rémunéré pendant la pandémie selon les catégories suivantes: sexe, identité, racisation, autochtone, rural ou urbain, composition de la famille, profession, âge et éducation, y compris les coûts ou le temps consacré à la garde des enfants, sur une base annuelle, selon des modalités uniformes pour assurer la continuité dans le temps. tion, age, and education, including costs or time for child care, on an annual basis, on uniform terms for continuity over time.



Investir dans de bons emplois

4.1 Légiférer pour que tous les travailleurs bénéficient d'au moins 14 jours de maladie payés et de congés familiaux payés, afin que tout le monde - en particulier celles et ceux qui occupent des emplois de première ligne - puisse protéger sa santé et celle du reste de la population.

4.2 Payer, par le biais de l'assurance-emploi, pour la formation et le développement professionnel dans tous les secteurs pour les personnes ayant perdu leur emploi. Quant aux personnes inadmissibles à l'assurance-emploi, créer d'autres voies en vue de soutenir financièrement le recyclage et la reconversion, avec des incitations plus importantes ciblant les secteurs basés sur l'économie des soins, tels que la garde d'enfants et les soins aux personnes âgées.

4.3 Abaisser le critère national uniforme d'admissibilité à l'assurance-emploi à 360 heures et augmenter le taux de prestations de 55% à 85% du salaire pour les personnes à faible revenu.

4.4 Légiférer sur la protection de l'emploi des personnes en situation de handicap qui sont incapables de remplir leurs fonctions en raison du risque de contracter la COVID-19 ainsi que sur des obstacles systémiques tels que le manque d'accès aux transports accessibles.

Lutter contre la pandémie fantôme

5.1 Établir un Plan d'action national sur la violence fondée sur le genre qui aborde (a) la violence faite aux femmes et aux filles autochtones et aux personnes 2SLGBTQIA, comme le recommande le rapport de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et (b) toutes les formes de racisme et de crimes haineux.

Soutenir les petites entreprises

6.1 Offrir un soutien ciblé aux propriétaires d'entreprises issus de groupes sous-représentés - non seulement les femmes, mais aussi les personnes racisées, en situation de handicap, autochtones et immigrantes - sous la forme d'un financement d'urgence, ainsi que d'une formation professionnelle et d'un mentorat.

6.2 Créer des réserves minimales dans les prévisions de dépenses publiques (par exemple, 15%) en faveur des entreprises dirigées par des femmes, des personnes racisées et d'autres groupes en quête d'équité.

6.3 Financement direct des entreprises dans les secteurs à majorité féminine, car les entreprises dirigées par des femmes ont tendance à se trouver dans des secteurs durement touchés, tels que les soins et les entreprises sociales.



Renforcer les infrastructures pour la relance

Diversité des voix dans les décisions

6.4 Consultation significative avec les communautés autochtones en ce qui concerne les avantages durables à long terme des projets de développement économique.

6.5 Sensibiliser aux modèles d'entreprises coopératives et créer des outils pour soutenir les entreprises qui veulent se convertir à ce modèle, notamment en donnant à la Banque de développement du Canada le pouvoir de soutenir les conversions en coopératives.

7.1 Réaliser d'urgence la Stratégie nationale sur le logement qui prévoit construire 125 000 unités de logement abordable, déployer complètement les 33% d'investissements axés sur le genre et faire en sorte que le nombre de sans-abri chroniques diminue de 50% d'ici 2027.

7.2 Donner une priorité urgente à la modernisation et à la construction d'infrastructures d'eau propre pour les communautés faisant l'objet d'avis sur la qualité de l'eau potable, avec un objectif de zéro avis d'ébullition de l'eau d'ici juillet 2021.

7.3 S'attaquer à la fracture numérique au Canada par des subventions significatives et s'engager à concrétiser un accès national haut débit à 100 %, en particulier dans les communautés rurales, isolées et nordiques.

8.1 Mettre en place un conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour guider le gouvernement fédéral sur les politiques en matière de pandémie.

8.2 Assurer l'équilibre entre les sexes et la représentation intersectionnelle au sein des groupes de travail sur la relance pour chaque palier de gouvernement.

8.3 Investir dans des organisations qui font progresser l'égalité des genres, le féminisme intersectionnel et les droits des femmes au Canada en garantissant un financement de base pluriannuel.

Annexe 2

Lectures suggérées

Nous encourageons les lectrices et lecteurs à examiner d'autres plans de relance féministes et les commentaires qui nous ont inspirés et qui complètent utilement nos recommandations. Bien que nous n'endosions pas nécessairement l'un de ces plans, nous fournissons cette liste comme point de départ pour des discussions sur d'autres plans de relance féministes.

Action Canada pour la santé et les droits sexuels, Amnesty International Canada, Fonds Égalité, InterPares, Nobel Women's Initiative, & Oxfam Canada. (mai 2020). A Feminist Agenda for Canada's Global Response to COVID-19. Tiré de: <https://www.oxfam.ca/publication/feminist-action-agenda-canadas-global-response-to-covid-19>

YWCA Alberta. (11 juin 2020). Recommendations for Economic Recovery. Tiré de: https://www.ywcaofedmonton.org/wp-content/uploads/2020/06/Economic-Recovery_Submission_06.11.2020_2.pdf

Bahn, K., Cohen, J., & van der Meulen Rodgers, Y. (29 juin 2020). A Feminist Economic Policy Agenda in Response to COVID-19 pandemic and the quest for racial justice. Washington Center for Equitable Growth. Tiré de: <https://equitablegrowth.org/a-feminist-economic-policy-agenda-in-response-to-the-covid-19-pandemic-and-the-quest-for-racial-justice/>

Black to The Future Action Fund. (2020). COVID-19 Relief and Recovery Plan for Black America. Tiré de: <https://black2thefuture.org/our-covid19-plan/>

Child Care Now. (juillet 2020). A Strategy for Recovery: Making Affordable Child Care for All a Reality. Tiré de: <https://timeforchildcare.ca/a-strategy-for-recovery-making-affordable-child-care-for-all-a-reality/>

Dolan, M. (27 mai 2020). Planning for a Feminist Economic Recovery Plan. Ms. Magazine. Tiré de: <https://msmagazine.com/2020/05/27/planning-for-a-feminist-economic-recovery/>

Feminist Deliver. (juillet 2020). This Economic Labour Hurts the Arch of Our Backs – A Feminist Economic Recovery Plan for COVID-19. Tiré de: <https://feministsdeliver.com/feminist-economic-recovery/>

Feminist Response to COVID-19. (2020). Principles. Tiré de: <https://www.feministcovidresponse.com/principles>

Hawaii State Commission on the Status of Women Department of Human Services State of Hawai'i. (avril 2020). Building Bridges, Not Walking on Backs: A Feminist Economic Recovery Plan for COVID-19. Tiré de: <https://humanservices.hawaii.gov/wp-content/uploads/2020/04/4.13.20-Final-Cover-D2-Feminist-Economic-Recovery-D1.pdf>

Inclusion Alberta and Canadian Association for Community Living. (25 mars 2020). COVID-19 Recommendations from Disability-Related Organizations in Canada. Tiré de: <https://inclusionalberta.org/news/2020/03/25/news/covid-19-recommendations-from-disability-related-organizations-in-canada/>

Institute for International Women's Rights Manitoba. (2020). Feminist Response to COVID-19. Tiré de: <https://iiwrmb.ca/feminist-response-covid-19-mb/>

Kitapithitamak Mithwayawin. (2020). Indigenous-Led Countermeasures to Coronavirus (COVID-19) and other Pandemics Then, Now, and into the Future. Tiré de: <https://covid19indigenous.ca/>

MacGregor, S., & Cohen, M. (20 mai 2020). Tiré de: It's time to talk about a feminist green new deal. OpenDemocracy. Tiré de: <https://www.opendemocracy.net/en/oureconomy/its-time-to-talk-about-a-feminist-green-new-deal/>

McGregor, H. & Ramze Rezaee, J. (22 mai 2020). A feminist approach to ending poverty for COVID-19. Policy Options. Tiré de: <https://policyoptions.irpp.org/magazines/may-2020/a-feminist-approach-to-ending-poverty-after-covid-19/>

Parkes, A., Parvez, A., & Stefov, D. (7 mai 2020). Coronavirus and the case for care: Envisioning a just, feminist future. Oxfam Canada. Tiré de: <https://www.oxfam.ca/blog/coronavirus-and-the-case-for-care-envisioning-a-just-feminist-future/>

Ramze Rezaee, J. (mai 2020). An Intersectional Approach to COVID-19 She-Cov-ery. YWCA Toronto. Tiré de: <https://www.ywcatoronto.org/takeaction/additional/intersectional>

Scott, K. (11 juin 2020). Needed now: A Feminist Recovery Plan. Behind the Numbers. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: <http://behindthenumbers.ca/2020/06/11/needed-now-a-feminist-recovery-plan/>

St. John's Status of Women Council, Provincial Action network on the Status of Women and The Gender and Politics Lab – Memorial University. (mai 2020). Structural Inequality in Newfoundland and Labrador's COVID-19 Recovery Plan. Tiré de: <https://sjwomenscentre.ca/wp-content/uploads/2020/05/COVID-19-Feminist-Recovery-Plan.pdf>

Sultana, A., Ali, N., Gélinas, I., Gunn, R., & Juschka, A. (15 juin 2020). Why we need a feminist economic recovery plan. Apolitical. Tiré de: https://apolitical.co/en/solution_article/why-we-need-a-feminist-recovery-plan

Fondation canadienne des femmes, Centre canadien de politiques alternatives, Ontario Nonprofit Network & Fay Faraday. (juillet 2020). Resetting Normal – Women, Decent Work and Canada's Fractured Care Economy. Tiré de: <https://canadianwomen.org/inspired-slider/resetting-normal-building-gender-equality-in-the-pandemic-recovery/>

Torrie Celine Bak, R. & Heaps, T. (29 juin 2020). Building Back Better with a Bold Green Recovery. Tiré de: <https://www.corporateknights.com/voices/ralph-torrie-celine-bak-and-toby-heaps/>

PNUD. (2020). Gender inequality and the COVID-19 crisis: A Human Development perspective. Tiré de: http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19_and_human_development_-_gender_dashboards_final.pdf

UNFPA. (mars 2020). COVID-19: Une optique sexospécifique – Protéger la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction, et promouvoir l'égalité des sexes. Exposé technique. Tiré de: https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_A_Gender_Lens_Guidance_Note.pdf

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. (17 mars 2020). COVID-19: Qui protège les personnes handicapées? Tiré de: [Retrieved from: https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25725&LangID=E](https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25725&LangID=E)

ONU Femmes. (2020). Gender-Responsive Life-Saving Response to the COVID-19 pandemic. Saving Lives, Reducing Impact & Building Resilience. Tiré de: <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/proposal-gender-responsive-humanitarian-response-to-the-covid-19-pandemic-en.pdf?la=en&vs=2311>

Women's International League for Peace and Freedom. COVID-19: Making our Recovery Green and Feminist. Tiré de: <https://www.wilpf.org/covid-19-making-our-recovery-green-and-feminist/>

Endnotes

¹(2015). Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Volume 4. Pensionnats du Canada: Enfants disparus et lieux de sépulture non marqués. Tiré de: <https://nnels.ca/items/rapport-final-de-la-commission-de-verite-et-reconciliation-du-canda-volume-4-enfants-disparus>

²(20 juin 2020). REDTalks: Wisdom Keeper Series by Red Sky Performance. Tiré de: https://www.youtube.com/watch?v=3hpYH_POI6Q&feature=youtu.be

³Tout au long du présent rapport, nous mettons en lumière les expériences des femmes, des personnes bispirituelles et des personnes de divers genres. Lorsque nous parlons de femmes, nous entendons toute personne qui s'identifie comme femme, y compris les femmes cis et trans. Nous reconnaissons que les impacts sexospécifiques d'un grand nombre des questions que nous soulevons affectent de manière disproportionnée les personnes de divers genres et nous plaidons pour des données plus désagrégées afin de mieux comprendre les expériences sexospécifiques sur un certain nombre d'enjeux économiques et sociaux. En outre, nous sommes engagées à progresser vers une analyse véritablement intersectionnelle, en nous basant sur les écrits de la juriste Kimberlé Crenshaw. Celle-ci nous invite à examiner comment les différentes dimensions de l'identité d'une personne, y compris, mais sans s'y limiter, l'orientation sexuelle, la race, l'indigénéité, le handicap et le statut d'immigration, ont un impact sur la façon dont nous naviguons dans les systèmes, notamment les systèmes économiques. Nous vous invitons à consulter: Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics, University of Chicago Legal Forum: Vol. 1989: Iss. 1, article 8. Notre démarche implique de nommer explicitement les expériences des communautés noires, autochtones, racisées, des personnes en situation de handicap, des communautés 2SLGBTQIA+, des personnes nouvellement arrivées, immigrantes, réfugiées et migrantes. Nous reconnaissons cependant qu'à ce jour, les données sont incomplètes. Dans la mesure du possible, nous allons nous appuyer sur des données intersectionnelles et nous efforcer d'identifier les lacunes en la matière lorsque cela n'est pas possible. Nous nous inspirons du glossaire de termes élaboré par Egale Canada, tel que mentionné dans leur Plan d'action national pour les droits des personnes LGBTQI2S au Canada, accessible au <https://egale.ca/egale-in-action/nationalactionplan-2/>

⁴Organisation mondiale de la santé. (2020). Rolling updates on coronavirus (COVID-19). Tiré de: <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/events-as-they-happen>

⁵ONU Femmes. (2020). CSW64/Beijing+25 (2020). Tiré de: <https://www.unwomen.org/fr/csw/csw64-2020>

⁶Nous remercions sincèrement Armine Yalnizyan, Atkinson Fellow on the Future of Workers, pour ses réflexions qui ont guidé cette section

⁷Rutty, C., & Sullivan, S. La santé publique: Une histoire canadienne. Association canadienne de santé publique. Tiré de: https://www.cpha.ca/sites/default/files/assets/history/book/history-book-print_all_e.pdf

⁸Kitatipithitamak Mithwayawin. (2020). Indigenous-Led Countermeasures to Coronavirus (COVID-19) and other Pandemics Then, Now and into the Future. Tiré de: <https://covid19indigenous.ca/>

⁹Nous remercions sincèrement Armine Yalnizyan, Atkinson Fellow on the Future of Workers, pour ses réflexions qui ont guidé cette section

¹⁰Gouvernement du Canada. (2020). Maladie à coronavirus de 2019 (COVID-19): Mise à jour sur l'épidémiologie. Tiré de: <https://sante-infobase.canada.ca/covid-19/resume-epidemiologique-cas-covid-19.html#a7>

¹¹University College London's Centre for Gender and Global Health. (2020). COVID-19 Sex-Disaggregated Data Tracker. Tiré de: <https://globalhealth5050.org/covid19/sex-disaggregated-data-tracker/>

¹²Statistique Canada (2019). Emploi selon la catégorie de travailleur, données annuelles (x 1,000). Tiré de 25 mars 2020 de: https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410002701&pickMembers%5B0%5D=1.1&pickMembers%5B1%5D=3.15&pickMembers%5B2%5D=4.3&request_locale=fr

¹³Moyer, M. (2017). Statistique Canada. Femmes au Canada – Rapport statistique fondé sur le sexe. Les femmes et le travail rémunéré. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/14694-fra.htm>

¹⁴Moyer, M. (2017). Statistics Canada. Women in Canada—A Gender-Based Statistical Report. Women and Paid Work. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/14694-eng.htm>

¹⁵Deng, Z., Morissette, R., & Messacar, D. (28 mai 2020). Faire tourner l'économie à distance: le potentiel du travail à domicile pendant et après la COVID-19. Statistique Canada. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00026-fra.htm>

¹⁶Lum, J., Sladek, J., & Ying, A. (2010). Ontario Personal Support Workers in Home and Community Care: CRNCC / PSNO Survey Results. Canadian research network for care in the community. Tiré de: <https://www.yumpu.com/en/document/read/27883588/ontario-personal-support-workers-in-home-and-community-crncc>

¹⁷Atkinson Foundation. (2020). Informing Public Decisions - Armine Yalnizyan. Tiré de: <https://atkinsonfoundation.ca/atkinson-fellows/>

¹⁸Scott, K. (2020). Women bearing the brunt of economic losses one in five have been laid off or had hours cut. Behind the Numbers. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: <http://behindthenumbers.ca/2020/04/10/women-bearing-the-brunt-of-economic-losses-one-in-five-has-been-laid-off-or-had-hours-cut/>

¹⁹Statistique Canada (2020). Enquête sur la population active (mai 2020). Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200605/dq200605a-fra.htm>

²⁰Moyer, M. and Burlock, A. (2018). Emploi du temps: la charge de travail totale, le travail non rémunéré et les loisirs. Statistique Canada. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/54931-fra.htm>

- ²¹Oxfam (2020). 71 per cent of Canadian women feel more anxious, depressed, isolated, overworked or ill because of increased unpaid care work caused by COVID-19: Oxfam survey. Tiré de: <https://www.oxfam.ca/news/71-per-cent-of-canadian-women-feeling-more-anxious-depressed-isolated-overworked-or-ill-because-of-increased-unpaid-care-work-caused-by-covid-19-oxfam-survey/>
- ²²Mlambo-Ngcuka, P. (2020). Violence against women and girls: the shadow pandemic. ONU Femmes. Tiré de: <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>
- ²³Gouvernement du Canada. (4 avril 2020). Pandémie de COVID-19: le gouvernement du Canada annonce un soutien aux personnes en situation d'itinérance et aux femmes qui fuient la violence fondée sur le sexe. Tiré de: <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2020/04/pandemie-de-covid-19-le-gouvernement-du-canada-annonce-un-soutien-aux-personnes-en-situation-ditinerance-et-aux-femmes-qui-fuient-la-violence-fondee-sur-le-sexe.html>
- ²⁴Patel, R. (27 avril 2020). Minister says COVID-19 is empowering domestic violence abusers as rates rise in parts of Canada. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/politics/domestic-violence-rates-rising-due-to-covid19-1.5545851>
- ²⁵Cudmore, J. (1er avril 2020). Coronavirus: Crime down in York Region, but domestic violence, commercial break-ins increase. York Region News. Tiré de: <https://www.yorkregion.com/news-story/9921972-coronavirus-crime-down-in-york-region-but-domestic-violence-commercial-break-ins-increase/>
- ²⁶Humphreys, A. (3 avril 2020). Crime in a time of COVID-19: How the pandemic is changing criminality in our neighbourhoods. National Post. Tiré de: <https://nationalpost.com/news/crime-in-a-time-of-covid-19-how-the-pandemic-is-changing-criminality-in-our-neighbourhoods>
- ²⁷YWCA Toronto a rédigé une solide analyse intersectionnelle de l'éventail des impacts sexospécifiques de la COVID-19 et met particulièrement en évidence les expériences des femmes racisées, des femmes autochtones, des filles et des personnes bispirituelles, des femmes au statut d'immigration précaire, des femmes transgenres et des membres de communautés non binaires, des femmes et des filles en situation de handicap et des femmes âgées. Consulter le document ici: <https://www.ywcatoronto.org/Assets/YWCA/Documents/An%20Intersectional%20Approach%20to%20COVID-19%20She-Covery.pdf>
- ²⁸Koebel, K. and Pohler, D. (2020). Labor Markets in Crisis: The Causal Impact of Canada's COVID-19 Economic Shutdown on Hours Worked for Workers Across the Earnings Distribution. Canadian Labour Economics Forum Working Paper Series. Tiré de: https://clef.uwaterloo.ca/wp-content/uploads/2020/05/CLEF-25_2020-Spring-Summer-Koebel-Pohler.pdf
- ²⁹Block, S. and Galabuzi, G-E. (2011). Canada's Colour Coded Labour Market: The gap for racialized workers. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2011/03/Colour%20Coded%20Labour%20Market.pdf>
- ³⁰Block, S., Galabuzi, G-E. (2019). Canada's Colour Coded Income Inequality. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/12/Canada%27s%20Colour%20Coded%20Income%20Inequality.pdf>
- ³¹Bowden, O. and Cain, P. (2020). Black neighbourhoods in Toronto are hit hardest by COVID-19 -- and it's 'anchored in racism': experts. Global News. Tiré de: <https://globalnews.ca/news/7015522/black-neighbourhoods-toronto-coronavirus-racism/>
- ³²Arriagada, P., Hahmann, T. and O'Donnell, V. (2020). Les Autochtones vivant en milieu urbain: Vulnérabilité aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19. Statistique Canada. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00023-fra.htm>
- ³³The Economist. (4 juin 2020). Downturns tend to reduce gender inequality. Not under covid-19. Tiré de: <https://www.economist.com/finance-and-economics/2020/06/04/downturns-tend-to-reduce-gender-inequality-not-under-covid-19>
- ³⁴Lasby, D. (mai 2020). Sector monitoring – Charities and the COVID-19 pandemic. Imagine Canada. Tiré de: https://imaginecanada.ca/sites/default/files/COVID-19%20Sector%20Monitor%20Report%20ENGLISH_0.pdf
- ³⁵Ontario Nonprofit Network. (mars 2018). Decent Work for Women. A Literature Review of Women Working in Ontario's Nonprofit Sector. Tiré de: https://theonn.ca/wp-content/uploads/2018/11/Decent-WorkforWomenLiteratureReviewMarch2018_UpdatedNOV2018.pdf
- ³⁶Nations unies (2020). Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women. Tiré de: <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women>
- ³⁷Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics, University of Chicago Legal Forum: Vol. 1989: Iss. 1, Article 8.
- ³⁸Khalatbari-Soltani, S. et al. (2020). Importance of collecting data on socioeconomic determinants from the early stage of the COVID-19 outbreak onwards. Epidemiol Community Health 0:1-4.
- ³⁹Benjamin, Akua. (2002). «The Social and Legal Banishment of Anti-racism: A Black Perspective». Crimes of Colour: Racialization and the Criminal Justice System in Canada. University of Toronto Press.
- ⁴⁰Commission ontarienne des droits de la personne. (2005). Politiques et directives sur le racisme et la discrimination raciale. Tiré de: http://www3.ohrc.on.ca/sites/default/files/attachments/Policy_and_guidelines_on_racism_and_racial_discrimination_fr.pdf
- ⁴¹Deer, J. (6 mai 2020). Data gaps exist on COVID-19 cases in Indigenous communities, says research fellow. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/indigenous/coronavirus-indigenous-data-gap-1.5556676>

- ⁴² Diversity Institute, Canadian Council for Aboriginal Business and Future Skills Centre. (juillet 2020). Digital Differences – The impact of automation on the Indigenous economy in Canada. Tiré de: <https://fsc-ccf.ca/research/digital-differences-the-impact-of-automation-on-the-indigenous-economy-in-canada/>
- ⁴³ Assemblée des Premières nations. (n.d). Les principes PCAP des Premières nations. Tiré de: https://www.afn.ca/uploads/files/nihbforum/info_and_privacy_doc-ocap-fr.pdf
- ⁴⁴ Commission canadienne des droits de la personne (2013). Rapport sur les droits à l'égalité des Autochtones. Tiré de: <https://www.chrc-ccdp.gc.ca/fra/content/rapport-sur-les-droits-legalite-des-autochtones>
- ⁴⁵ Statistique Canada (2020). La population noire au Canada: Éducation, travail et résilience. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/89-657-x2020002-fra.htm>
- ⁴⁶ Fearon, G. and Wald, S. (2011). The Earnings Gap between Black and White Workers in Canada: Evidence from the 2006 Census. *Industrial Relations* 66(3), 324-348..
- ⁴⁷ Turcotte, M. (2020). Résultats du recensement de 2016: Parcours scolaire et intégration au marché du travail des jeunes Noirs au Canada. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2020001/article/00002-fra.pdf>
- ⁴⁸ Statistique Canada (2019). Tableau de données, recensement de 2016. No. 98-400-X2016268. Tiré de: <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=2&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GL=-1&GID=1334853&GK=1&GRP=1&O=D&PID=110682&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=123&VID=0&VNAMEF=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>
- ⁴⁹ Blackstock, C., & Day, I. (8 avril 2020). History will repeat itself if First Nations remain underfunded in the fight against COVID-19. *The Globe and Mail*. Tiré de: <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-history-will-repeat-itself-if-first-nations-remain-underfunded-in-the/>
- ⁵⁰ Boisvert, N. (8 juin 2020). Toronto Board of Health Declares anti-Black racism a public health crisis. *CBC News*. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/board-of-health-anti-black-racism-1.5603383>
- ⁵¹ Bain, B., Dryden, O. and Walcott, R. (2020). COVID-19 discriminates against Black lives via surveillance, policing and lack of data: U of T experts. Tiré de: <https://www.utoronto.ca/news/covid-19-discriminates-against-black-lives-surveillance-policing-and-lack-data-u-t-experts>
- ⁵² Greenwood, M., de Leeuw, S., & Lindsay, N.M. (2018). *Determinants of Indigenous Peoples' Health*. Second Edition. Canadian Scholars.
- ⁵³ Black, M. (2020). COVID-19 in Canada: Fears Mount That Indigenous Communities Could Be Left Behind Global Citizens. Tiré de: <https://www.globalcitizen.org/en/content/covid-19-in-canada-indigenous-communities/>
- ⁵⁴ Bowden, O. and Cain, P. (2020). Black neighbourhoods in Toronto are hit hardest by COVID-19 -- and it's 'anchored in racism': experts. *Global News*. Tiré de: <https://globalnews.ca/news/7015522/black-neighbourhoods-toronto-coronavirus-racism/>
- ⁵⁵ Skye, C. (2020). Colonialism of The Curve: Indigenous Communities & Bad Covid Data. Yellowhead Institute. Tiré de: <https://yellowheadinstitute.org/2020/05/12/colonialism-of-the-curve-indigenous-communities-and-bad-covid-data/>
- ⁵⁶ Statistique Canada (2020). La population noire au Canada: Éducation, travail et résilience. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/89-657-x2020002-fra.htm>
- ⁵⁷ Palmater, P. (25 mars 2020). Canada is ignoring the Gendered Impacts of COVID-19 on Indigenous women. *Canadian Dimension*. Tiré de: <https://canadiandimension.com/articles/view/canada-ignoring-gendered-impacts-of-covid-19-on-indigenous-women>
- ⁵⁸ Caucus des parlementaires noirs. (16 juin 2020). Tiré de: <http://s3.documentcloud.org/documents/6949654/BPC-Statement-Bilingual.pdf>
- ⁵⁹ Yellowhead Institute. (7 avril 2020). COVID-19 in Community: How are First Nations Responding? Issue 58. Tiré de: <https://yellowheadinstitute.org/wp-content/uploads/2020/04/covid-response-brief.pdf>
- ⁶⁰ Justin Trudeau, premier ministre du Canada. (30 janvier 2018). Le premier ministre annonce que le Canada soulignera officiellement la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. Tiré de: <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2018/01/30/premier-ministre-annonce-canada-soulinera-officiellement-la>
- ⁶¹ Commission de vérité et réconciliation du Canada. (2015). *Appels à l'action – Français*. Tiré de: http://trc.ca/assets/pdf/Calls_to_Action_French.pdf
- ⁶² Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019). *Réclamer notre pouvoir et notre place: le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*. Tiré de: <https://www.mmi-wg-ffada.ca/fr/final-report/>
- ⁶³ City of Toronto (2017). *Toronto Action Plan to Confront Anti-Black Racism*. Tiré de: <https://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2017/ex/bgrd/backgroundfile-109127.pdf>
- ⁶⁴ Black Health Alliance, Health Commons Solutions Lab, & Sinai Health. (2020). *Black Experiences in Health Care Symposium—Full Report*. Tiré de: <https://static1.squarespace.com/static/5a0d40298dd041f9a60bb3a7/t/5ea9a317983eca78fd95ee6d/1588175652047/Full+Report+Black+Experiences+in+Health+Care+Symposium+2020.pdf>

- ⁶⁵ Caucus des parlementaires noirs. (16 juin 2020). Tiré de: <http://s3.documentcloud.org/documents/6949654/BPC-Statement-Bilingual.pdf>
- ⁶⁶ Oxfam (2020). Time to care: Unpaid and underpaid care work and the global inequality crisis. Tiré de: <https://42kgab3z3i7s3rm1x-f48rq44-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2020/01/Time-to-Care-Report-January-20-2020-EN-Final.pdf>
- ⁶⁷ Oxfam (2020). 71 per cent of Canadian women feel more anxious, depressed, isolated, overworked or ill because of increased unpaid care work caused by COVID-19: Oxfam survey. Tiré de: <https://www.oxfam.ca/news/71-per-cent-of-canadian-women-feeling-more-anxious-depressed-isolated-overworked-or-ill-because-of-increased-unpaid-care-work-caused-by-covid-19-oxfam-survey/>
- ⁶⁸ Alon, T. et al. (2020). The Impact of COVID-19 on Gender Equality. Northwestern University. Tiré de: http://faculty.wcas.northwestern.edu/~mdo738/research/COVID19_Gender_Ma
- ⁶⁹ Bezanson, K., Bevan, A., and Lysack, M. (2020). Future Proofing: Federal Leadership for Childcare System Building. Tiré de: <https://www.childcarecanada.org/sites/default/files/Bezanson-Bevan-Lysack-Canada-childcare-system.pdf>
- ⁷⁰ Brean, J. (2020). Four out of five COVID-19 deaths have been linked to seniors' homes. That says a lot about how Canada regards its elders. The National Post. Tiré de: <https://nationalpost.com/news/four-out-of-five-covid-19-deaths-have-been-linked-to-seniors-homes-that-says-a-lot-about-how-canada-regards-its-elders>
- ⁷¹ Zagrodny, K. and Saks, M. (2017). Personal Support Workers in Canada: The New Precariat? Healthcare Policy 13(2): 31-39.
- ⁷² Rétablir la confiance: la COVID-19 et l'avenir des soins de longue durée (2020). Société royale du Canada. Tiré de: https://rsc-src.ca/sites/default/files/LTC%20PB%20%2B%20ES_FR.pdf
- ⁷³ Luft, A. (12 mai 2020). Is public health a privilege? CTV News Montreal. Tiré de: <https://montreal.ctvnews.ca/covid-19/covid-19-hits-poorer-montreal-boroughs-hardest-data-reveals-with-montreal-north-bearing-the-brunt-1.4935066>
- ⁷⁴ Cara Tannenbaum, directrice scientifique de l'Institut de la santé des femmes et des hommes des Instituts de recherche en santé du Canada, a fait remarquer que le coronavirus s'est propagé dans les quartiers pauvres de Montréal par l'intermédiaire des travailleurs de la santé, 20 % des infections de la ville se produisant dans ce groupe. Perreux, L. (20 mai 2020). Women make up over half of COVID-19 deaths in Canada counter to trends in most of world. The Globe and Mail. Tiré de: <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-women-make-up-over-half-of-covid-19-deaths-in-canada-counter-to/>
- ⁷⁵ Rocha, R., Shingler, B., & Montpetit, J. (11 juin 2020). Montreal's poorest and most racially diverse neighbourhoods hit hardest by COVID-19, data analysis shows. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/race-covid-19-montreal-data-census-1.5607123>
- ⁷⁶ Forani, J. (19 mai 2020). Why is coronavirus so deadly in Montreal? An infectious disease specialist weighs. Tiré de: <https://www.ctvnews.ca/health/coronavirus/why-is-coronavirus-so-deadly-in-montreal-an-infectious-disease-specialist-weighs-in-1.4944657>
- ⁷⁷ Oved, M.C., Kennedy, B., Wallace, K., Tubb, E., & Bailey, A. (8 mai 2020). For-profit nursing homes have four times as many COVID-19 deaths as city-run homes, Star analysis finds. Toronto Star. Tiré de: <https://www.thestar.com/business/2020/05/08/for-profit-nursing-homes-have-four-times-as-many-covid-19-deaths-as-city-run-homes-star-analysis-finds.html>
- ⁷⁸ Brewster, M., & Kaspelos, V. (26 mai 2020). Military alleges horrific conditions, abuse in pandemic-hit Ontario nursing homes. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/politics/long-term-care-pandemic-covid-coronavirus-trudeau-1.5584960>
- ⁷⁹ Hsiung, P-C. and Nichol, K. (2010). Policies on and Experiences of Foreign Domestic Workers in Canada. Sociology Compass 4/9: 766-778.
- ⁸⁰ Migrant Rights Network (2020). Send a Message: COVID-19 Response & Recovery Must Ensure Migrant Rights. <https://migrantrights.ca/covid19/>
- ⁸¹ Shingler, B., & Stevenon, V. (19 mai 2020). Calls grow for asylum seekers working on COVID-19 front lines to be allowed to stay in Canada. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-asylum-seekers-1.5575905>
- ⁸² De Henau, J. and Himmelweit, S. (2020). A Care-Led Recovery from Coronavirus. Tiré de: <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2020/06/Care-led-recovery-final.pdf>
- ⁸³ Fortin, P., Godbout, L., & St-Cerny, S. (2012). Impact of Quebec's Universal Low-Fee Childcare Program on Female Labour Force Participation, Domestic Income, and Government Budgets. Tiré de: https://www.oise.utoronto.ca/atkinson/UserFiles/File/News/Fortin-God-bout-St_Cerny_eng.pdf
- ⁸⁴ Bezanson, K., Bevan, A., Lysack, M. and Hammer, K. (2020). From Stabilization to Stimulus and Beyond: A Roadmap to Social and Economic Recovery. Tiré de: https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3580746
- ⁸⁵ Statistique Canada (9 avril 2020). Enquête sur la population active, mars 2020. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200409/dq200409a-fra.htm>
- ⁸⁶ Statistique Canada (2020). Enquête sur la population active (mai 2020). Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200605/dq200605a-fra.htm>
- ⁸⁷ Block, S. and Galabuzi, G-E. (2011). Canada's Colour Coded Labour Market: The gap for racialized workers. Centre canadien de politiques alternatives. <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2011/03/Colour%20Coded%20Labour%20Market.pdf>

- ⁸⁸ Block, S., Galabuzi, G-E. (2019). Canada's Colour Coded Income Inequality. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/12/Canada%27s%20Colour%20Coded%20Income%20Inequality.pdf>
- ⁸⁹ Hou, F., Frank, K., & Schimmelle, C. (6 juillet 2020). Répercussions économiques de la COVID-19 chez les groupes de minorité visible. Statistique Canada. Statcan et la COVID-19: Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/45-28-0001/2020001/article/00042-fra.pdf?st=lyUkRYMh>
- ⁹⁰ Bauer G, Nussbaum N, Travers R, et al. Nous avons du pain sur la planche: la discrimination au travail et les défis d'emploi pour les personnes trans en Ontario. Trans PULSE Project E-Bulletin 2011; 2(1). Disponible en anglais et en français au <http://transpulseproject.ca/research/workplace-discrimination-and-employment-challenges-for-trans-people-in-ontario/>
- ⁹¹ Bauer G, Boyce M, Coleman T, Kaay M, Scanlon K, Travers R. Who are trans people in Ontario? Trans PULSE e-Bulletin 2010;1(1)
- ⁹² Fosbrook, B., Kaplan, S., & Pichette, J. (2020), Transitioning Employers: A survey of policies and practices for trans inclusive workplaces. A joint report from the Institute for Gender and the Economy and Pride at Work Canada. Tiré de: <https://www.gendereconomy.org/transitioning-employers/>.
- ⁹³ Henneby, J., McLaughlin, J. & Preibisch, K. (2016). Out of the Loop: (In)access to HealthCare for Migrant Workers in Canada. Journal of International Migration and Integration 17(2).
- ⁹⁴ Migrant Workers Alliance for Change (2020). Unheeded Warnings: COVID-19 & Migrant Workers in Canada. Tiré de: <https://migrantworkersalliance.org/wp-content/uploads/2020/06/Unheeded-Warnings-COVID19-and-Migrant-Workers.pdf>
- ⁹⁵ Jeon, S-H. and Ostrovsky, Y. (20 mai 2020). Les répercussions de la COVID-19 sur l'économie à la demande: préoccupations à court et à long termes. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00021-fra.htm>
- ⁹⁶ «La Presse Canadienne a interviewé une douzaine de travailleuses et travailleurs du sexe et de personnes qui travaillent avec des groupes de services et des organisations à but non lucratif qui soutiennent les travailleurs du sexe pour cet article, et elles et ils ont déclaré qu'une prestation universelle serait une meilleure façon de les aider, ainsi que les travailleurs sans papiers et migrants qui ne sont pas non plus éligibles au CERB».
- Wright, T. (19 avril 2020). Sex workers say they're at risk, have been left out of Canada's COVID-19 response. The Globe and Mail. Tiré de: <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-sex-workers-say-theyre-at-risk-have-been-left-out-of-canadas-covid-3/>
- ⁹⁷ Townson, M., & Hayes, K. (2007). Women and The Employment Insurance Program. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/2007/Women_and_the_EI_Program.pdf
- ⁹⁸ De Laat, K. (2019). Harassment and violence in the age of #MeToo. Tiré de: <https://www.gendereconomy.org/harassment-and-violence-in-the-era-of-metoo/>
- ⁹⁹ Statistique Canada. (2013). Mesure de la violence faite aux femmes – Tendances statistiques. Composante de Statistique Canada. Catalogue no. 85-002-X. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/85-002-x/2013001/article/11766-fra.pdf?st=STkhpsxG>
- ¹⁰⁰ Mlambo-Ngcuka, P. (2020). Violence against women and girls: the shadow pandemic. ONU Femmes. Tiré de: <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>
- ¹⁰¹ Nations unies (2020). Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women. Tiré de: <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women>
- ¹⁰² UWright, T. (10 mai 2020). Violence against Indigenous women during COVID-19 sparks calls for MMIWG plan. The Globe and Mail. Tiré de: <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-violence-against-indigenous-women-during-covid-19-sparks-calls-for-2/>
- ¹⁰³ Patel, R. (27 avril 2020). Minister says COVID-19 is empowering domestic violence abusers as rates rise in parts of Canada. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/politics/domestic-violence-rates-rising-due-to-covid19-1.5545851>
- ¹⁰⁴ Amin, F. (8 avril 2020). Domestic violence calls surge during the coronavirus pandemic. CityNews. Tiré de: <https://toronto.citynews.ca/2020/04/08/domestic-violence-calls-surge-during-coronavirus-pandemic/>
- ¹⁰⁵ Hayes. M. (13 mai 2020). At least nine women and girls killed in domestic homicides in Canada during the pandemic. The Globe and Mail. Tiré de: <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-at-least-nine-women-and-girls-killed-in-domestic-homicides-in-canada/>
- ¹⁰⁶ Bobb, B. (28 avril 2020). «Signal for Help» Is a New Tool for Abuse Victims During the Coronavirus Lockdown and Beyond. Vogue. Tiré de: <https://www.vogue.com/article/signal-for-help-womens-funding-network-abuse-coronavirus>
- ¹⁰⁷ Gouvernement de Canada. (4 avril 2020). Pandémie de COVID-19: le gouvernement du Canada annonce un soutien aux personnes en situation d'itinérance et aux femmes qui fuient la violence fondée sur le sexe. Tiré de: <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2020/04/pandemie-de-covid-19-le-gouvernement-du-canada-annonce-un-soutien-aux-personnes-en-situation-ditinerance-et-aux-femmes-qui-fuient-la-violence-fondee.html>
- ¹⁰⁸ Hébergement femmes Canada (2015). Un modèle pour un Plan d'action national sur la violence faite aux femmes et aux filles. Tiré de: <https://endvaw.ca/wp-content/uploads/2019/02/Modele-de-Plan-daction-national-du-Canada-sur-la-VFF.pdf>

¹⁰⁹ Gill, R. (7 juin 2020). Asian communities across Canada report rising racist behaviour during COVID-19 crisis. Global News. Tiré de: <https://globalnews.ca/news/7033253/coronavirus-asian-racism-crisis-canada/>

¹¹⁰ Angus Reid Institute (2020). Blame, bullying and disrespect: Chinese Canadians reveal their experiences with racism during COVID-19. Tiré de: <http://angusreid.org/racism-chinese-canadians-covid19/>

¹¹¹ Moreau, G. (26 février 2020). Les crimes haineux déclarés par la police au Canada, 2018. Statistique Canada. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00003-fra.htm>

¹¹² Moreau, G. (26 février 2020). Les crimes haineux déclarés par la police au Canada, 2018. Statistique Canada. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00003-fra.htm>

¹¹³ Bowden, O. (26 avril 2020). These Asian Canadians are concerned as hate crimes spike in the coronavirus pandemic. Global News. Tiré de: <https://globalnews.ca/news/6858850/these-asian-canadians-are-concerned-as-hate-crimes-spike-in-the-coronavirus-pandemic/>

¹¹⁴ Cooke, A. (23 juin 2020). Recent deaths prompt questions about police wellness checks. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/police-wellness-checks-deaths-indigenous-black-1.5622320>

¹¹⁵ Moore, A. (5 juin 2020). Elder say she's not surprised by the death of Chantel Moore. APTN. Tiré de: <https://www.aptnnews.ca/national-news/elder-says-shes-not-surprised-by-the-death-of-chantel-moore/>

¹¹⁶ «Le petit ami de Chantel Moore avait appelé la police pour un contrôle de son bien-être parce qu'elle était harcelée après avoir déménagé à Edmundston.» «À l'occasion du premier anniversaire du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, Chantel Moore, une femme Nuu-chah-nulth de 26 ans, a été tuée par balle par un policier d'Edmundston lors d'un contrôle de santé jeudi dernier.» Perley, L. (5 juin 2020). On MMIWG report anniversary, Indigenous leaders left grieving for Chantel Moore. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/indigenous-leaders-new-brunswick-disappointed-following-chantel-moore-death-1.5600761>

¹¹⁷ The Canadian Press. (11 juin 2020). Family says goodbye to Regis Korchinski-Paquet, Toronto woman who fell from balcony. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/family-goodbye-regis-korchinski-paquet-toronto-woman-balcony-1.5608408>

¹¹⁸ Des centaines de personnes se sont rendues vendredi soir devant l'assemblée législative du Manitoba pour un rassemblement réclamant la justice pour les vies autochtones et la réforme de la police au Manitoba.

Frew, N. (19 juin 2020). 'Enough is enough': Winnipeggers rally for justice for Indigenous lives in name of 16-year-old shot by police. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/winnipeg-rally-justice-indigenous-police-1.5620599>

¹¹⁹ «Les communautés noires et autochtones ont fait part de leurs inquiétudes quant au maintien de l'ordre tout au long de cette pandémie. Au Canada et aux États-Unis, nous avons pu constater, au cours de cette crise, que les vies des Noirs et des Autochtones sont non seulement affectées de manière disproportionnée par la COVID-19 en raison du racisme, de la marginalisation et des privations historiques, mais que nos communautés sont également ciblées par la police pour l'application de la loi.» Walton, V. (30 mai 2020). Halifax rally held in support of Afro-Indigenous woman who died in Toronto. Halifax Today. Tiré de: <https://www.halifaxtoday.ca/local-news/halifax-rally-held-in-support-of-afro-indigenous-woman-who-died-in-toronto-2397291>

¹²⁰ CBC News. (5 juin 2020). Canadians hold protests, vigils for Black lives lost at the hands of police. CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/canada/canadian-floyd-anti-racism-rallies-1.5599792>

¹²¹ Heidenreich, P. (13 juillet 2020). Survey asks Edmonton Eskimos' shareholders if CFL team should change its name. Global News. Tiré de: <https://globalnews.ca/news/7173212/edmonton-eskimos-cfl-name-survey-inuit-inuk/>

¹²² Gollom, M. (30 juin 2020). Companies are boycotting Facebook. But who is hurt more by the tactic? CBC News. Tiré de: <https://www.cbc.ca/news/business/facebook-boycott-ads-1.5631696>

¹²³ Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019). Appels à la justice. Tiré de: <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/>

¹²⁴ Un réseau d'ONG, de syndicats et d'expertes indépendantes. (2015). Un modèle pour un Plan d'action national sur la violence faite aux femmes et aux filles. Tiré de: <https://endvaw.ca/wp-content/uploads/2019/02/Modele-de-Plan-daction-national-du-Canada-sur-la-VFF.pdf>

¹²⁵ Un réseau d'ONG, de syndicats et d'expertes indépendantes. (2020). Le Plan d'action du Canada doit être audacieux, ambitieux et intersectionnel. Tiré de: <https://endvaw.ca/wp-content/uploads/2020/02/PAN-sur-VFF-2020.pdf>

¹²⁶ Principales statistiques relatives aux petites entreprises – Novembre 2019. (2019). Gouvernement du Canada. Tiré de: https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03114.html

¹²⁷ Women Entrepreneurship Knowledge Hub (2020). The Impact of COVID-19 on Women Entrepreneurs. Tiré de: https://wekh.ca/wp-content/uploads/2020/05/WEKH_The_Impact_of_COVID-19_on_Women_Entrepreneurs-1.pdf

¹²⁸ Canadian Women's Chamber of Commerce & Dream Legacy Foundation (2020). Falling Through the Cracks: Immediate Needs of Canada's Underrepresented Founders. Tiré de: https://canwcc.ca/wp-content/uploads/2020/05/Falling-through-the-Cracks_CanWCC_May2020v19.pdf

- ¹²⁹ The Economist. (4 juin 2020). Downturns tend to reduce gender inequality. Not under covid-19. Tiré de: <https://www.economist.com/finance-and-economics/2020/06/04/downturns-tend-to-reduce-gender-inequality-not-under-covid-19>
- ¹³⁰ Stewart, D. (2019). The Venture Capital Gender Gap: What Qualifies as Female Content? CFA Institute. Tiré de: <https://blogs.cfainstitute.org/investor/2019/07/01/the-venture-capital-gender-gap-what-qualifies-as-female-content/>
- ¹³¹ Henry, A. (2020). The Horrifying Truth About Being a Black Woman Founder in Canada. Betakit. Tiré de: <https://betakit.com/the-horrifying-truth-about-being-a-black-woman-founder-in-canada/>
- ¹³² Women Entrepreneurship Knowledge Hub (2020). The Impact of COVID-19 on Women Entrepreneurs. Tiré de: https://wekh.ca/wp-content/uploads/2020/05/WEKH_The_Impact_of_COVID-19_on_Women_Entrepreneurs-1.pdf
- ¹³³ Ernst and Young (2016). Female entrepreneurs outperform male peers in job creation. Tiré de [https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-job-creation-survey-2016/\\$FILE/ey-job-creation-survey-2016.pdf](https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-job-creation-survey-2016/$FILE/ey-job-creation-survey-2016.pdf)
- ¹³⁴ Ward, S. (2019). Statistics on Canadian Women in Business. The Balanced Small Business. Tiré de: <https://www.thebalancesmb.com/statistics-on-canadian-women-in-business-2948029>
- ¹³⁵ Étude: Expérience du marché du travail, diversité de genre et prospérité des entreprises appartenant à des femmes. (2020). Statistique Canada. Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200616/dq200616c-fra.htm>
- ¹³⁶ La ministre Ng annonce des mesures pour soutenir les femmes entrepreneurs dans le contexte de la COVID-19. (2020). Government of Canada. Tiré de: <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2020/05/la-ministre-ng-annonce-des-mesures-pour-soutenir-les-femmes-entrepreneurs-dans-le-contexte-de-la-covid-19.html>
- ¹³⁷ Commission de vérité et réconciliation du Canada. (2015). Appels à l'action – Français. Tiré de: http://trc.ca/assets/pdf/Calls_to_Action_French.pdf
- ¹³⁸ Geobey, S., & Ronson, M. (2018). The Co-operative Opportunity – A Strategy for Small Business Succession in Ontario. Atkinson Foundation & University of Waterloo. Tiré de: https://atkinsonfoundation.ca/site/uploads/2018/12/AF_CoopPlanningReport_110918-FINAL.pdf
- ¹³⁹ Maytree. (2019). Tiré de: <https://maytree.com/right-to-housing/>
- ¹⁴⁰ Tranjan, R. (2020). The Rent is Due Soon. Financial Insecurity and COVID-19. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/2020/03/Rent%20is%20due%20soon%20FINAL.pdf>
- ¹⁴¹ Association des banquiers canadiens. (2020). Mortgage deferrals in Canada reach half a million. Tiré de: <https://cba.ca/mortgage-deferrals-in-canada-reach-half-a-million>
- ¹⁴² Société canadienne d'hypothèques et de logement (2018). Stratégie nationale sur le logement. Tiré de: <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/nhs/guidepage-strategy>
- ¹⁴³ Services aux Autochtones Canada (2020). Lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable. Tiré de: <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1506514143353/1533317130660>
- ¹⁴⁴ Services aux Autochtones Canada (2020). Lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable. Tiré de: <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1506514143353/1533317130660>
- ¹⁴⁵ Bui, V. (2020). Fighting COVID-19 starts with universal access to water and sanitation. Le conseil des Canadiens. Tiré de: <https://canadians.org/analysis/fighting-covid-19-starts-universal-access-water-and-sanitation>
- ¹⁴⁶ Gouvernement du Canada. (2019). Budget 2019. Bâtir un Canada meilleur: Accès universel à Internet haute vitesse Tiré de: <https://www.budget.gc.ca/2019/docs/nrc/infrastructure-structures-internet-fr.html>
- ¹⁴⁷ Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission. (2020). Fonds pour la large bande: [Comblé le fossé numérique au Canada](https://crtc.gc.ca/fra/internet/internet.htm) Tiré de: <https://crtc.gc.ca/fra/internet/internet.htm>
- ¹⁴⁸ Gouvernement du Canada (2019). Recommandations du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour la présidence canadienne du G7. Tiré de: https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/g7/documents/2018-06-04-gender_equality-recommandations-egalite_genres.aspx?lang=fra
- ¹⁴⁹ DisAbled Women's Network of Canada / Réseau d'action des femmes handicapées Canada. Challenges faced by senior women with a focus on the factors contributing to their poverty & vulnerability. Mémoire parlementaire. Tiré de: https://dawnCanada.net/media/uploads/page_data/page-63/dawn_canada_brief_to_fewo_on_challenges_faced_by_senior_women_march_29_2019.pdf
- ¹⁵⁰ Blackstock, C., & Day, I. (8 avril 2020). History will repeat itself if First Nations remain underfunded in the fight against COVID-19. Tiré de: <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-history-will-repeat-itself-if-first-nations-remain-underfunded-in-the/>
- ¹⁵¹ Nous exprimons notre gratitude envers Kathleen Lahey, professeure, d'avoir rédigé une grande partie du de la discussion sur les priorités de financement et les impôts.-
- ¹⁵² Gender Inequality and Canadian Fiscal Policy, in Who Pays for Canada? Taxes and Fairness, eds. Elsbeth Heaman & David Tough, McGill-Queen's University Press, in publication, ch. 11, pg. 251, Table II.1.]
- ¹⁵³ Gender Inequality and Canadian Fiscal Policy, in Who Pays for Canada? Taxes and Fairness, eds. Elsbeth Heaman & David Tough, McGill-Queen's University Press, in publication, ch. 11, pg. 251, Table II.1.]
- ¹⁵⁴ Gender Inequality and Canadian Fiscal Policy, in Who Pays for Canada? Taxes and Fairness, eds. Elsbeth Heaman & David Tough, McGill-Queen's University Press, in publication, ch. 11, pg. 256, Table II.3.]

¹⁵⁵ Gender Inequality and Canadian Fiscal Policy, in *Who Pays for Canada? Taxes and Fairness*, eds. Elsbeth Heaman & David Tough, McGill-Queen's University Press, in publication, ch. 11, pg. 256, Table II.3.]

¹⁵⁶ Macdonald, D. (March 2019). Are Tax Loopholes Sexist? The Gender Distribution of Federal Tax Expenditures. Centre canadien de politiques alternatives. Tiré de: <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/03/Are%20tax%20loopholes%20sexist.pdf>

¹⁵⁷ Gender Inequality and Canadian Fiscal Policy, in *Who Pays for Canada? Taxes and Fairness*, eds. Elsbeth Heaman & David Tough, McGill-Queen's University Press, in publication, ch. 11, pg. 270, Table II.7.]

¹⁵⁸ Lahey, K. (In Press). Gender Inequality and Canadian Fiscal Policy," in *Who Pays for Canada? Taxes and Fairness*, eds. Elsbeth Heaman and David Tough, McGill-Queen's University Press, in publication, ch. 11, pg. 256, Table II.5.]

¹⁵⁹ Seguino, S., & Heintz, J. (2012). Monetary Tightening and the Dynamics of US Race and Gender Stratification. *The American Journal of Economics and Sociology*, 71(3), 603-638. Tiré de: http://www.uvm.edu/giee/pubpdfs/Seguino_2014_American_Journal_of_Econ_and_Soc.pdf

¹⁶⁰ Heintz, J. (2015). Pourquoi la politique macroéconomique est-elle importante pour l'égalité des sexes? ONU Femmes. Tiré de: <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/unwomen-policybrief04-macroeconomicpolicy-matters-for-genderequality-fr.pdf?la=en&vs=349>

¹⁶¹ Fox, D., & Moysier, M. (2018). Femmes au Canada: rapport statistique fondé sur le sexe – Le bien-être économique des femmes au Canada Tiré de: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/54930-fra.htm>

¹⁶² Nations unies. (2015). Préambule, Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, Assemblée générale, Soixante-dixième session, Points 15 et 116 de l'ordre du jour, 25 septembre, 2015 A/RES/70/1. Tiré de: <https://undocs.org/fr/A/RES/70/1>

¹⁶³ Fonds monétaire international. (avril 2020). Special series on Fiscal policies to respond to COVID-19. Tax Issues: An Overview. Tiré de: <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLs/covid19-special-notes#fiscal>

¹⁶⁴ OCDE. (19 mai 2020). Tax and Fiscal Policy in Response to Coronavirus: Strengthening Confidence and Resilience. Tiré de: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=128_128575-o6raktc0aa&title=Tax-and-Fiscal-Policy-in-Response-to-the-Coronavirus-Crisis

¹⁶⁵ The Economist. (11 juillet 2020). Some economies are bouncing back. But recoveries can easily go wrong. Tiré de: <https://www.economist.com/finance-and-economics/2020/07/11/some-economies-are-bouncing-back-but-recoveries-can-easily-go-wrong>



Un plan de relance économique féministe pour le Canada:

FAIRE FONCTIONNER L'ÉCONOMIE POUR TOUT LE MONDE



YWCA
CANADA

NATIONAL ADVOCACY.
COMMUNITY ACTION.
UNE VOIX NATIONALE.
DES ACTIONS LOCALES.



Rotman School of Management
UNIVERSITY OF TORONTO